



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 21 SEPTEMBRE 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3573

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de septembre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Omer Lefebvre, voyageur de commerce ; Wm. H. Ardley, auditeur-général de la compagnie du chemin de fer le Grand Tronc ; J. H. Patterson, médecin vétérinaire ; Wm. Frederick Wilson Smith, agent financier, de la cité de Montréal.

District d'Ottawa.—M. Charles Brodeur, architecte, de la ville de Hull. 3795

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt et unième jour d'août 1912, de nommer M. Louis Albin Thériault, de Hâvre-aux-Maisons, comté des Îles-de-la-Madeleine, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection des Îles-de-la-Madeleine.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour d'août 1912, de nommer M. Charles Plamondon, de la paroisse de Saint-Bruno, comté du Lac Saint Jean, inspecteur d'écoles pour le district de Chicoutimi. 3797

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 21st SEPTEMBER, 1912

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3574

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of September, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Omer Lefebvre, commercial traveller, Wm. H. Ardley, auditor general of the Grand Trunk Railway Company, J. H. Patterson, veterinary surgeon, Wm. Frederick Wilson Smith, financial agent, of the city of Montreal.

District of Ottawa.—Mr. Charles Brodeur, architect, of the town of Hull.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty first day of August, 1912 to appoint Mr. Louis Albin Thériault, of Hâvre-aux-Maisons, county of the Magdalen Islands, school inspector for the inspection district of the Magdalen Islands.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty eighth day of August, 1912, to appoint Mr. Charles Plamondon, of the parish of Saint Bruno, county of Lake Saint John, school inspector for the district of Chicoutimi. 3798

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treizième jour de septembre 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal. — MM. Nathan Lande, marchand, et Achille Bissonnette, notaire, de la cite de Montréal. 3773

No 1369 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de H. Cloutier, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1912, de nommer M. Hermidas Cloutier, commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe Gatineau, dans le comté de Wright, P. Q.

No 1369 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de L. C. Demers, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1912, de nommer M. le Dr. L. C. Demers, commissaire d'écoles pour la municipalité de Pointe Gatineau, dans le comté de Wright, P. Q.

No 616 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination du Rvd. P. Morin, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 11 septembre 1912, de nommer le Rvd. M. Philippe Morin, commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Florence de Beauvillage, dans le comté de Matane, P. Q.

No 433 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de Jos. B. Archambault, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 12 septembre 1912, de nommer M. Joseph B. Archambault, commissaire d'écoles pour la municipalité de Côte des Lacasse, dans le comté de Laval.

No. 451 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de A. Joseph, syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1912, de nommer M. Ambroise Joseph, syndic d'écoles pour la municipalité de Cox, dans le comté de Bonaventure, P. Q.

No 1273 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de L. Lepage, commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 11 septembre 1912, de nommer M. Luc Lepage, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Omer, dans le comté de Bonaventure, P. Q.

3753

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of September, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal. Messrs. Nathan Lande, merchant, and Achille Bissonnette, notary, of the city of Montreal. 3774

No. 1369 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of H. Cloutier, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council dated the 11th September, 1912, to appoint Mr. Hermidas Cloutier, a school commissioner for the municipality of Pointe Gatineau, in the county of Wright, P. Q.

No. 1369 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of L. C. Demers, school commissioner.

His Honour the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1912, to appoint Dr. L. C. Demers, a school commissioner for the municipality of Pointe Gatineau, in the county of Wright, P. Q.

No. 616 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of Revd. P. Morin, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1912 to appoint Revd. Philippe Morin, a school commissioner for the municipality of Sainte Florence de Beauvillage, in the county of Matane, P. Q.

No. 433 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of Jos. B. Archambault, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1912, to appoint Mr. Joseph B. Archambault, a school commissioner for the municipality of Côte des Lacasse, in the county of Laval.

No. 451 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of A. Joseph, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1912, to appoint Mr. Ambroise Joseph, a school commissioner for the municipality of Cox, in the county of Bonaventure, P. Q.

No. 1273 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of L. Lepage, school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th September, 1912, to appoint Mr. Luc Lepage, a school commissioner for the municipality of Saint Omer, in the county of Bonaventure, P. Q.

3754

Québec, 17 septembre 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 16 septembre 1912, de nommer Messieurs Dalma Lanthier, Dalma Dufresne et Damien Masson, estimateurs de la municipalité du village de Saint-Benoit, comté de Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

L'avis publié le 14 septembre, page 1839, Nos 3663-4 est nul. 3803

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 19 septembre 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer Conseil en loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province M. E. Edwin Howard, avocat, de la ville de Montréal, district de Montréal. 3831

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }

L. S.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze octobre mil neuf cent douze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq novembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze octobre prochain ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPÉDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce douzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent douze, et de Notre règne le troisième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

3811

L.-P. GEOFFRION.

Quebec, 17th September, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 16th September, 1912, to appoint Messrs. Dalma Lanthier, Dalma Dufresne and Damien Masson, valuers of the municipality of the village of Saint Benoit, county of Two Mountains, under the provisions of article 728 of the municipal code.

The notice published on the 14th September, page 1839, Nos. 3663-4 is void. 3804

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 19th September, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. E. Edwin Howard, advocate, of the town of Montreal, district of Montreal. 3832

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec.

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifteenth of October, one thousand nine hundred and twelve, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth of November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the fifteenth of October next, and hereby convene you for the FIFTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings in the said city of Québec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ;
WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twelfth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twelve, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

3812

Québec.

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU que
Assistant Procureur Général. } par Notre proclamation, en date du sixième jour de juin dernier, le district judiciaire de Roberval a été érigé, et qu'il est opportun maintenant de fixer la périodicité des termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos d'ordonner : 1. Qu'en vertu des dispositions de l'article 3093 des statuts refondus de Québec, 1909, les termes et séances de la Cour Supérieure pour le district de Roberval, sont et seront tenus, chaque année, en la ville de Roberval, du quatorzième au dix-neuvième jour des mois de mars, juillet et novembre, ces jours inclusivement ; 2. Qu'en vertu des dispositions de l'article 3120 des statuts refondus de Québec, 1909, les termes et séances de la Cour de Circuit pour le dit district de Roberval, sont et seront tenus, chaque année, du quatorzième jour au dix-neuvième jour des mois de mars, juillet et novembre, ces jours inclusivement :

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes réglons et ordonnons : 1. Que les termes et séances de la Cour Supérieure, pour le district judiciaire de Roberval, sont et seront tenus, chaque année, en la ville de Roberval, du quatorzième au dix-neuvième jour des mois de mars, juillet et novembre, ces jours inclusivement ; 2. Que les termes et séances de la Cour de Circuit pour le dit district de Roberval, sont et seront tenus, chaque année, en la ville de Roberval, du quatorzième au dix-neuvième jour des mois de mars, juillet et novembre, ces jours inclusivement.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec ce DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent douze de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3827

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Québec, 18 septembre 1912.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le dix-huitième jour du mois de no-

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS, that
Assistant Attorney General. } by Our proclamation dated the sixth day of June last the judicial district of Roberval has been erected, and that it is now expedient to fix the period of the terms of the Superior Court and of the Circuit Court, therefore, We have deemed fit to ordain : 1. That under the provisions of article 3093 of the revised statutes of Quebec, 1909, the terms and sittings of the Superior Court for the district of Roberval are and shall be held, every year, in the town of Roberval, from the fourteenth to the nineteenth day of the months of March, July and November, the said days inclusively ; 2. That under the provisions of article 3120 of the revised statutes of Quebec, 1909, the terms and sittings of the Circuit Court for the said district of Roberval, are and shall be held, every year, from the fourteenth day to the nineteenth days of the months of March, July and November, the said day inclusively :

Therefore, with the advice of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order : 1. That the terms and sittings of the Superior Court for the judicial district of Roberval, are and shall be held, every year, in the town of Roberval, from the fourteenth to the nineteenth day of the months of March, July and November, the said days inclusively ; 2. That the terms and sittings of the Circuit Court for the said district of Roberval, are and shall be held, every year, in the town of Roberval, from the fourteenth to the nineteenth day of the months of March, July and November, the said days inclusively.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of the Province of Québec, in Québec, this SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, in the year one thousand nine hundred and twelve, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3828

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 18th September, 1912.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the eighteenth day of the month*

vembre prochain ; qu'aucun tel bill privé ne pourra être présenté après le vingt-cinquième jour du même mois ; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le deuxième jour du mois de décembre prochain.

L. P. GEOFFRION,
3807 Greffier de l'Assemblée législative.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Yvon Lamontagne, avocat, Fernand Marrié, secrétaire, Edmond Bouchard, gérant, Marc Lassonde, agent, et Smelda Charbonneau, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Se former en association dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps et plus spécialement pour acheter les actions, les propriétés et tous les intérêts du club actuellement existant à Montréal, et connu sous le nom de " Voyageurs de Commerce, Limitée " ;

Emettre des bons ou autres valeurs du club et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, sous le nom de " Le Club des Voyageurs de Commerce, Limitée ", avec un capital de quatre vingt mille piastres (\$80,000.00), divisé en trois mille deux cents (3200) actions de vingt cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
3809 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. William Gilbert Pugsley, avocat, James Elmsly, gentilhomme, Walter Molson, agent d'immeubles, William M. Ramsay, gentilhomme, et Andrew Allan, propriétaire de vaisseaux, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, tenir, louer, donner à bail, vendre des terrains, propriétés de tout genre et nautre que ce soit, ou en disposer autrement ;

Vendre, acquérir, ou autrement posséder des hypothèques, débetures et bons, baux emphytéotiques et droits sur ou garantis par des immeubles, terrains, propriétés et autres constructions ;

Construire et ériger des bâtisses, et faire des avances par moyens de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie pour des fins de construction ou autres améliorations, sous le nom de " Commercial Realty Company " avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt (20) actions de mille piastres (\$1000.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
3755 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1912, constituant en corporation MM. Esloff Léon Patenaude, Zéphirin Fillon et Gustave Monette, avocats, de la cité de Montréal, J. Emile Léonard, avocat, du village de Sainte-Rose, et Louis Joseph Boileau, notaire, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans les buts suivants :

Manufacturer et commercer en toutes espèces

of November next ; that no private bill shall be introduced after the twenty fifth day of the said month ; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the second day of the month of December next.

L. P. GEOFFRION,
3808 Clerk of Legislative Assembly.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Yvon Lamontagne, advocate, Fernand Marrié, secretary, Edmond Bouchard, manager, Marc Lassonde, agent, and Smelda Charbonneau, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To form an association with the purpose of recreation and instruction for the mind and rest for the body and more particularly to purchase the shares, property and all the interests of the club presently existing in Montreal, and known under the name of " Voyageurs de Commerce Limitée ".

To issue bonds or other securities of the club and give same as security or sell them for the prices and amounts deemed advisable, under the name of " Le Club des Voyageurs de Commerce Limitée ", with a capital of eighty thousand dollars (\$80,000.00), divided into three thousand two hundred (3200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
3810 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. William Gilbert Pugsley, advocate, James Elmsly, gentleman, Walter Molson, real estate agent, William M. Ramsay, gentleman, and Andrew A. Allan, ship owner, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, own, hold, let, lease, sell, or dispose of land, property and buildings, of whatsoever nature and kind ;

To sell, acquire, or otherwise hold mortgages, debentures and bonds, leasehold rights and leases upon or secured upon real estate, land property, of buildings ;

To construct and erect buildings, and to make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purpose of construction or other improvements, under the name of " Commercial Realty Company " with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty (20) shares of one thousand dollars (\$1000.00) each.

The chief place of business of the company, shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
3756 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant governor of the province of Quebec bearing date the ninth day of September, 1912, incorporating Messrs. Esloff Léon Patenaude, Zéphirin Fillon et Gustave Monette, advocates, of the city of Montreal, J. Emile Léonard, advocate, of the village of Sainte Rose, and Louis Joseph Boileau, notary, of the town of Sainte Anne de Bellevue, for the following purposes :

To manufacture and deal in all kinds of

d'effets et marchandises, comprenant plus spécialement toutes espèces de bottines et de chaussures, chaussures caoutchoutées, cirages, vernies et autres préparations pour les bottines, chaussures ou cuirs, formes, instruments, pour étendre, tirbottes, crochets à boutons, lacets, attaches, boucles et tous autres accessoires, et généralement exercer l'industrie de cordonniers et de commerçants, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bottines, chaussures, cuirs, effets en cuir de toutes espèces, exercer toutes industries, soit manufacturières ou analogue aux fins et aux objets ci-dessus énumérés et qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être exercés convenablement en rapport avec l'industrie et les objets de la compagnie ;

Acquérir le bon vouloir, l'entreprise, les droits, les propriétés et l'actif et entreprendre les responsabilités en tout ou en partie, contrats et engagements de l'industrie présentement et jusqu'à ce jour exercée par Maurice Fauteux et Jean Marie Labelle, sous le nom de "Independent Shoe Co.," comme maison de commerce, cessant ses opérations, et de toute autre personne, maison d'affaires ou association, de les payer en argent comptant, en stock, bons, débiteures ou autres valeurs de la compagnie présentement créée ou autrement ;

Acheter, accepter, acquérir, détenir, utiliser, vendre, louer, transporter, hypothéquer, et faire progresser les immeubles, la machinerie, marque de commerce, noms de commerce, brevets, licences et franchises ou droits s'y rattachant, jugés nécessaires ou convenables à l'exécution des fins pour lesquelles la compagnie est constituée ;

Exercer des branches d'affaires contribuant à l'exécution convenable des objets pour lesquels la compagnie est constituée et nécessaires pour l'opération profitable des affaires de la compagnie ;

Prendre ou acquérir, détenir des actions, bons ou autres valeurs dans toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, vendre ou disposer de l'actif de la dite compagnie, en tout ou en partie, sous le nom de "The Independent Shoe Company Incorporated", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,
3771 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Samuel Gerald Tritt, avocat, Arthur Simon Goldstone, ingénieur, Marcel Marcus et Joseph Cohen, étudiants en droit, et Joseph Presner, ingénieur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toutes personnes ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie, et les payer en entier ou en partie avec du stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains, bâtisses, biens meubles et immeubles de toute tenure et description, et toute succession ou intérêts en ceux, et tous les droits sur les terrains ainsi situés ou y ayant rapport, et les mettre à profit suivant qu'il sera jugé à propos et en particulier en préparant des lots à bâtir, et en construisant

goods and merchandise, comprising more especially all kinds of boots and shoes, rubber boots, blacking, varnish and other preparations for boots, shoes or leather, forms, instruments to stretch, bootjacks, button-hooks, laces, strings, buckles and any other accessories, and generally carry on the business of shoemakers and traders, and manufacture, purchase, sell and deal in boots, shoes, leather, leather goods of all kinds, carry on any business either manufacturing or analogous to the purposes and objects hereinabove enumerated and which may appear to the company capable of being carried on suitably in connection with the business and objects of the company ;

To acquire the goodwill, undertaking, rights, property and assets, and undertake the responsibilities in whole or in part, contracts and engagements of the business presently and until now carried on by Maurice Fauteux and Jean Marie Labelle, under the name of "Independent Shoe Co.," as a business house ceasing to do business and of any other person, business, firm or association, and pay for same in cash, stock, bonds, debentures or other securities of the company presently created or otherwise ;

To purchase, accept, acquire, hold, make use of, sell, lease, transfer hypothecate, and exploit the immovables, machinery, trade marks, trade names patents, licenses and franchises or rights connected therewith deemed necessary or suitable for the carrying out of the purposes for which the company is formed ;

To carry on branches of business contributing to the suitable carrying out of the objects for which the company is formed and necessary for the profitable operation of the business of the company ;

To take or acquire, hold the shares, bonds or other securities in any company having objects similar to those of the company, sell or dispose of the assets of the said company in whole or in part, under the name of "The Independent Shoe Company Incorporated" with a capital of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,
3772 Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Samuel Gerald Tritt, advocate, Arthur Simon Goldstone, engineer, Marcel Marcus and Joseph Cohen, lawstudents, and Joseph Presner, engineer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possess, and property suitable for the purposes of this company, and to pay for the same or part thereof with fully paid up and non assessable stock of the company ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or otherwise, land, buildings and hereditaments of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected with land so situate, and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, im-

et reconstruisant, changeant, améliorant, décorant, fournissant et maintenant des bureaux, logements, maisons, manufactures, entrepôts, magasins, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute sorte, et en consolidant ou mettant en communication ou subdivisant des propriétés et en les louant et en disposant ;

Diriger des terrains, bâtisses et autres propriétés comme susdits, soit comme appartenant on non à la compagnie, et percevoir des rentes et revenus ;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprises conduites sur ou en rapport à aucune terre ou bâtisse, que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdites, ou avoir des intérêts dans tous ou aucun des actifs et obligations de telles affaires ou entreprises, les mettre en opération ou en disposer, les transporter ou y mettre un terme ou en faire le commerce autrement selon qu'il sera jugé à propos ;

Etablir et faire, sur aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée ou toutes affaires qui peuvent être convenablement conduites sur ou en communication avec telle propriété, et dont l'établissement peut paraître calculé pour augmenter la valeur des intérêts de la compagnie dans telle propriété ou pour faciliter la disposition d'icelle ;

Avancer et prêter de l'argent aux constructeurs, locataires et autres qui sont désireux de bâtir ou d'améliorer toute terre ou bâtisses dans lesquelles la compagnie est intéressée, et en général avancer de l'argent à telles personnes et à tels termes qui pourront être convenus ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "Eastern Canada Realty Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce treizième jour de septembre 1912.

3757

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf septembre 1912, constituant en corporation MM. Thomas Malcolm Craig, entrepreneur, de Sherbrooke, Louis Bolduc, marchand de bois, de la ville de Mégantic, Eugène Huard, marchand, Guillaume Fournier, et Ludger Bolduc, entrepreneur, de la ville de Mégantic, dans les buts suivants :

Faire le commerce général comme entrepreneurs et contracteurs pour la construction de bâtisses, ponts, quais ou tous autres travaux se rattachant à la construction ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir toutes carrières de granit ou autre pierre et tout terrain pour la fabrication de la brique, de la chaux et du ciment, de toute personne ou compagnie exerçant une industrie en totalité ou en partie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou de toute autre personne ;

Se procurer par achat, louage ou autrement tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation de carrières de pierre, la préparation de la

proving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works, and conveniences of all kinds, and by consolidating, or connecting, or subdividing properties and by leasing and disposing of the same ;

To manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income ;

To acquire and take over any business or undertaking carried on, upon, or in connection with any land or building, which the company may desire to acquire as aforesaid, or become interested in, and the whole or any of the assets and liabilities of such business or undertaking, and to carry on the same, or to dispose of, remove, or put an end thereto, or otherwise deal with the same as may seem expedient ;

To establish and carry on, upon any property in which the company is interested, or any business which may be conveniently carried on upon or in connection with such property, and the establishment of which may seem calculated to enhance the value of the company's interest in such property, or to facilitate the disposal thereof ;

To advance and lend money to builders, tenants, and others who may be willing to build on or improve any land or buildings in which the company is interested, and generally to advance money to such persons and on such terms as may be arranged ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange, and other negotiable and transferable instruments, under the name of "Eastern Canada Realty Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1912.

3758

Deputy Provincial Secretary.
C. J. SIMARD,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1912, incorporating Messrs. Thomas Malcolm Craig, contractor of Sherbrooke, Louis Bolduc, lumber merchant, of the town of Mégantic, Eugène Huard, merchant, Guillaume Fournier and Ludger Bolduc, contractors, of the town of Mégantic, for the following purposes :

To carry on the general business of contractors for the building of structures, bridges, wharves or any other works in connection with building ;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold any granite or other stone quarries and any land for the manufacture of brick, lime or cement, from any person or company carrying on a business in whole or in part similar to that this company is authorized to carry on, or from any other person ;

To procure by purchase, lease or otherwise any equipment necessary for the operation of stone quarries, the preparation of stone

pierre pour la construction, les monuments, polissage et pour la fabrication de la brique, du ciment et de la chaux ;

Acheter, louer ou autrement acquérir tous terrains ou bâties nécessaires pour les fins de la dite compagnie ;

Vendre, louer ou échanger toutes propriétés que la compagnie pourra acquérir, et exercer toute autre industrie que la compagnie est capable d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre plus profitables ;

Faire toutes les autres choses avantageuses et nécessaires à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rattachant et exercer tous les pouvoirs conférés par la loi, dite "Loi des Compagnies", sous le nom de "La Compagnie de Granit de Mégantic Limitée" avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3775 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Charles Allan Smart, manufacturier, de la cité de Westmount, Charles Edward Archibald, gérant, de la cité de Montréal, Moses Henry Day, gérant, de la cité de Montréal, John Wesley Palmer, gentilhomme, de la cité de Montréal et Richard Steacie, secrétaire, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder, améliorer, subdiviser, construire sur, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger toute sorte d'immeubles et propriété immobilière et en disposer ;

Tracer et disposer toutes rues, ruelles, carés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos et faire ou entrer en aucun arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, diminuer la pente, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, ouvrir et réparer les conduits, citernes, canaux, égouts, aider par des avances d'argent à la construction et l'entretien des chemins, rues, ruelles, aqueducs, canaux, égouts et autres travaux calculés pour donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange et le loyer d'immeubles et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients, propriétaires de lots et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Prendre et détenir des hypothèques, obligations, garanties et charges sur propriété immobilière pour garantir toutes dettes dues à la compagnie ou avances faites par icelle ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte à l'exception des affaires de banque ;

Agir comme agents et courtiers d'assurance ;
Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitables aucun des biens ou droits de la compagnie ;

for building, monuments, polishing and manufacture of brick, cement and lime ;

To purchase, lease or otherwise acquire any lands or buildings necessary for the purposes of the said company ;

To sell, lease or exchange any property that the company may acquire, and carry on any other business that the company is capable of conveniently carrying on in connection with its business or considered to directly or indirectly increase the value of the property or rights of the company or render them more profitable ;

To do all such other things as are advantageous and necessary for the fulfilment of the hereabove objects or connected therewith, and exercise all the powers conferred by the "Companies Act", under the name of "La Compagnie de Granit de Mégantic Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Mégantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3776 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Charles Allen Smart, manufacturer, of the city of Westmount, Charles Edward Archibald, manager, of the city of Montreal, Moses Henry Day, manager, John Wesley Palmer, gentleman, and Richard Steacie, secretary, of the city of Westmount, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange, and dispose of all kind of moveables and immoveables property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, or lands upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person, municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and side-walks or for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers, to aide by advances of money to construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients, lot-owners, and others having business with the company ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges on real property to secure any debts due to or advances made by the company ;

To carry on loan and investment, business of all kinds except banking business ;

To act as insurance agents and brokers ;
To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

Acquérir et entreprendre par achat, bail ou autrement, toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; et prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et posséder des actions, obligations ou débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et établir, promouvoir ou aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en aucun arrangements avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle administration ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire, exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement, calculées pour le bénéfice de cette compagnie, et garantir et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, maintenir et changer toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer et faire des affaires avec les argents non immédiatement requis de la compagnie, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps ;

Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement pour toute propriété mobilière ou immobilière, meubles et immeubles, services, droits baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou en partie de paiement d'iceux ou en échange pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To purchase, take, or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments or authorities municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such companies or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to construct, own, and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertakings, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment, of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets provisoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, fidéicommissaires, ou autrement et par ou l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement aucun des biens de la compagnie en espèce ou nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de toute autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, ou en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Côte Saint-Luc Realty Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de septembre 1912.

3759

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix septembre 1912, constituant en corporation MM. Louis Girard, voyageur de commerce, Joseph Larochelle, comptable, Jos. F. Vachon, gérant, Oscar Côté, teneur de livres de Québec, et Aurélien Doyon, marchand, de Thetford Mines, dans les buts suivants :

Manufacturer toutes sortes de balais et tout le matériel qui peut entrer dans la fabrication du balai ;

Manufacturer toutes sortes de brosses et tout le matériel qui peut entrer dans la fabrication de la brosse ;

Manufacturer toutes sortes de pinceaux et tout le matériel qui peut entrer dans la fabrication du pinceau ;

Faire le commerce d'épicerie, de provisions, de fleur, de foin et des grains et le commerce en général ;

Manufacturer toutes sortes d'épices et toutes sortes de poudres à pâte ;

Faire le commerce de thé et de café en gros et en détail ;

Faire le commerce de tabac en gros et en détail ;

Manufacturer tous les matériaux qui peuvent entrer dans la fabrication de tout ce que la dite compagnie aura le droit d'après sa charte de manufacturer ;

Acheter et vendre en gros et en détail tout ce que la dite compagnie aura besoin d'acheter et vendre suivant qu'elle désire manufacturer, acheter et vendre ;

To draw, make accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractors, trustees, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by divided or otherwise any of the property of the company in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debenture or debentures stock of any other company ;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and to sell or otherwise dispose of the same as it may see fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to, or inference from any other paragraph, under the name of "Côte Saint Luc Realty, Limited", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of September, 1912.

3760

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Louis Girard, commercial traveller, Joseph Larochelle, accountant, Jos. F. Vachon, manager, Oscar Côté, book-keeper of Quebec, and Aurélien Doyon, merchant, of Thetford Mines, for the following purposes :

To manufacture all kinds of brooms and any material that may enter into the manufacture of brooms ;

To manufacture all kinds of brushes and any material that may enter into the manufacture of brushes ;

To manufacture all kinds of paint brushes and any material that may enter into the manufacture of paint brushes ;

To deal in groceries, provisions, flour, hay, grain and do business in general ;

To manufacture all kinds spices and all kinds of pastry powders ;

To deal wholesale and retail in tea and coffee ;

To deal wholesale and retail in tobacco ;

To manufacture all the materials that may enter into the manufacture of anything the said company shall have the right under its charter to manufacture ;

To purchase and sell wholesale and retail everything the said company shall need to purchase and sell according as it may desire to manufacture, purchase and sell ;

Emprunter de l'argent sur les valeurs appartenant à la dite compagnie ;

Acheter ou louer tout le mécanisme, les machines et l'outillage nécessaire à la dite compagnie, aussi acheter ou louer l'ameublement nécessaire pour les bureaux de la dite compagnie, aussi acheter et vendre des chevaux, des voitures et tout ce qui est nécessaires au roulant de la dite compagnie ;

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs de maisons, édifices et constructions quelconques, acquérir des constructions et en disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs, d'agents d'immeubles et de commerçants de tous matériaux entrant dans la construction ;

Construire, exploiter ou disposer de voitures, automobiles ou autres ;

Acquérir, posséder, louer de toute manière qui sera jugée convenable des limites à bois, les exploiter et généralement exercer l'industrie du bois, de marchands de bois, de propriétaires de scieries, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer et exporter, et faire le commerce de bois de construction et autres bois de toutes sortes, fabriquer et faire le commerce d'articles en bois de tout genre, dans la fabrication desquels entre du bois de construction ou tout autre bois et de tous les articles qui peuvent être faits ou tirés du bois ou de déchets de bois ;

Exercer l'industrie de la pulpe, acquérir, posséder de la manière qui sera jugée convenable et exploiter des limites à bois dans le but d'en faire de la pulpe ou du papier, exploiter des pulperies, usines à fabriquer le papier, manufacturer, vendre ou autrement exploiter le bois de pulpe et le papier et en disposer aux conditions qui seront jugées convenables ;

Acquérir ou entreprendre de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, la totalité ou une partie des affaires, propriétés ou engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie ;

Acquérir, posséder, exploiter et disposer aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, des franchises, privilèges de toute corporation municipale et de tous pouvoirs publics ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les vendre, détenir, ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Émettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de tout service rendu ou de toute industrie, franchise, privilèges, propriétés, droits, pouvoirs, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété, entreprise de la compagnie, ou d'une partie quelconque de la propriété pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou pour des intérêts ou des parts de toute société de personnes ou de syndicats de personnes ;

Conclure des arrangements avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale, qui seront de nature à atteindre les fins de la compagnie ou aucune d'elle ;

To borrow money on the securities belonging to the said company ;

To purchase or lease any of the mechanism, machinery and tools necessary for the said company, and also purchase or lease the furniture necessary for the offices of the said company, and purchase and sell horses, vehicles and everything that is necessary for the running of the said company ;

To carry on the business of builders of houses, edifices and structures of every kind, acquire buildings and dispose of same on the conditions and in the manner deemed fit ;

To carry on the business of contractors, real estate agents and dealers in building materials ;

To make, build, operate or dispose of vehicles, automobiles or other ;

To acquire, hold, lease in any manner deemed advisable timber limits, operate same and generally carry on the lumber business, and be lumber merchants, sawmill owners, and purchase, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in lumber and other wood of all kinds, manufacture and deal in articles in wood of all kinds in the manufacture of which lumber or any other kind of wood forms a part, and of any articles that may be made or taken from wood or waste lumber ;

To carry on the pulp business, acquire, hold in the manner deemed fit and operate timber limits for the purpose of making pulp or paper of same, operate pulp mills, factories, to manufacture paper, manufacture, sell or otherwise exploit pulpwood and paper and dispose thereof on the conditions deemed advisable ;

To acquire or undertake in the manner and on the conditions deemed fit, the whole or a part of the business, property or engagements of any person, partnership or company carrying on a similar business to that this company is authorized to carry on, or in possession of property suitable for the purposes of the present company ;

To acquire, hold, operate and dispose, on the conditions and in the manner deemed fit, of the franchises and privileges of any municipal corporation and of any public powers ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in the business that this company is authorized to carry on, and sell, hold, reissue with or without guarantee or otherwise dispose of same ;

To issue and allot the paid up shares of the company in full or part payment for any service rendered to or for any business, franchise, privilege, property, right, power, lease, license or contract that the company is authorized to acquire ;

To sell, rent or otherwise dispose of the property, undertaking of the company or any part whatever of the property for the compensation the company may deem fit, and in particular for the stock, bonds, debentures or securities of any other company or for the interests or shares of any company or syndicate of persons ;

To enter into arrangements with any government or authority federal, provincial, municipal or local of a nature to attain the purposes of the company or any of same ;

Manufacturer toutes sortes de pianos et tout le matériel qui n'est pas patenté et qui peut entrer dans la construction du piano ;

Acheter, vendre et louer des pianos, des orgues et des harmoniums et faire le commerce d'instruments de musique en général ;

Faire le commerce de bijouterie et de bijouterie en gros et en détail ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps en temps à autre ou distribuer en espèce entre les actionnaires, toute partie de la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme principaux agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes les autres choses qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie sous le nom de "La Compagnie Ls Girard Limitée" avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent cinquante piastres (\$49,950.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à la Petite Rivière, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3779 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de Québec, Omer Hardy, négociant, de Saint-Sylvestre, Henri Maillhot, fromager, de Sainte-Gertrude, Jeffrey Hardy, fromager, de Saint-Sylvestre et Denis Larivière, de Sainte-Marie de Brantford, fromager, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre, louer, ou autrement, des meubles, immeubles, pouvoir d'eau, ligne de transmission électrique pour l'éclairage, le chauffage, l'utilisation, la vente et la location de forces motrices, tant pour les besoins de la compagnie que pour les services publics et le commerce et l'industrie, dans la municipalité de Saint-Sylvestre ;

Acquérir, posséder et construire des scieries, et manufactures de bois sous toutes ses formes, aussi moulin à farine, faire le commerce de bois bruts, sciés et préparés de toutes sortes, de la farine et autres produits analogues, des dynamos, lampes et appareils électriques de toutes sortes et en usage pour l'éclairage, fournir l'éclairage électrique dans toutes les paroisses du district de Trois-Rivières, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-Sylvestre, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Sylvestre, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3791 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix septembre 1912, constituant en corporation MM. Léonidas Charles Bachand,

To manufacture any kind of pianos and any material not patented and that may enter into the making of a piano ;

To purchase, sell and lease pianos, organs and harmoniums and deal in musical instruments generally ;

To deal wholesale and retail in toys and jewellery ;

To invest the unemployed funds of the company in such manner as may be determined from time to time or distribute in kind among the shareholders any part of the property of the company ;

To do all the hereabove acts and things as principals, agents, contractors or legal representative ;

To do all such other things as may be suitable to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of any powers granted in any hereinabove paragraph shall neither be limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph whatsoever neither by induction or deduction from the name of the company, under the name of "La Compagnie Ls Girard Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred and fifty dollars (\$49,950.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Petite Rivière, district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3780 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eleventh day of September, 1912, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of Québec, Omer Hardy, trader, of Saint-Sylvestre, Henri Maillhot, cheesemaker, of Sainte-Gertrude, Jeffrey Hardy, cheesemaker, of Saint-Sylvestre, and Denis Larivière, of Sainte-Marie of Brantford, cheesemaker, for the following purposes :

To acquire, sell, lease or otherwise, moveables, immoveables, water power, electrical transmission line for lighting, heating, the use, sale and rental of motive power both for the needs of the company and for the public service and trade and industry within the municipality of Saint-Sylvestre ;

To acquire, hold and construct sawmills and manufacture lumber in all its forms, also a flour mill, deal in timber in the rough, sawn and prepared of all kinds, flour and other analogous products, dynamos, lamps and electrical apparatus of all kinds and in use for lighting, supplying electric light in all the parishes of the district of Three Rivers, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint-Sylvestre, Limitée", with a capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Sylvestre, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3792 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the tenth day of September, 1912, incorporating Messrs Léonidas Charles Bachand, physician,

médecin, Charles Emile Bachand, avocat, Louis Hubert Olivier, commerçant, Valmore Hercule Olivier, dentiste, et Louis Léonidas Bachand, étudiant, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par achat, échange, bail, louage, ou de toute manière, et les posséder cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre et hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire, ériger, bâtir et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir, dans et sur les dits terrains et immeubles, des drainages, égouts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins, usines et manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageux ou les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquels ils existent ;

Avancer des argents aux moyens de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune des propriétés de la compagnie aux fins d'aider et d'encourager à l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement de tout prêt fait par la compagnie ou de toute autre créance de la compagnie, et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat fait par ou avec la compagnie, des hypothèques ou garantie d'aucune nature quelconque ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder, transporter, disposer de ou souscrire, des parts, actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune société, personne ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Faire le commerce et exercer l'industrie de courtiers, auditeurs, comptables et liquidateurs publics ;

Exploiter, louer, vendre ou acheter par bail ou autrement tout droit de mines, minéraux et carrières ;

Repartir, accorder et émettre comme acquittées toutes parts ou actions du capital de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété mobilière et immobilière, stock, débetures, garanties, créances, biens, droits, clientèles, privilèges, hypothèques, patentes, licences ou contrat que cette compagnie pourra acquérir ou faire ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Garantir et payer tous les biens, hypothèques et autres charges qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera, faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

Payer en argent toute commission à ou rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus relativement à la vente des dites propriétés, en tout ou en partie, ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations ;

Placer les deniers dont la compagnie n'a pas un besoin immédiat suivant qu'il sera jugé convenable ;

Charles Emile Bachand, advocate, Louis Hubert Olivier, trader, Valmore Hercule Olivier, dentist, and Louis Léonidas Bachand, student, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immoveables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built, and maintained, in and upon the said lands and immoveables, drains, sewers, roads, streets, lanes, houses, mills, factories, - manufactories and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the company or for any debt due to the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign, transfer, dispose of or underwrite the shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company, and pay for same in cash, stocks or bonds of this company or otherwise ;

To carry on the business of brokers, auditors, accountants and public liquidators ;

To exploit, lease, sell or purchase by lease or otherwise any mining rights, minerals and quarries ;

To allot, grant and issue as fully paid up, any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking, moveable and immoveable property, stock, debentures, securities, claims, goods, rights, goodwill, privileges, hypothecs, patents, licenses or contracts that this company may acquire or make or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To amalgamate with any other company carrying an operations of a like nature ;

To guarantee and pay for any property, hypothecs and other charges which may exist on immoveables that the company may purchase, and carry on operations as insurance agents and brokers ;

To pay any commission in cash to or remunerate with fully paid up shares of the company, debentures or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered relatively to the sale of the said properties, in whole or in part, or for any other services rendered relatively to the formation of the company or the management of its operations ;

To invest the money the company is not in immediate need of in such manner as may be deemed advisable ;

Acheter de Dame Marie Louise Camirand, veuve de feu George Etienne Rioux, en son vivant magistrat stipendiaire du district de Saint-François, Mde Georgine Camirand, épouse commune en biens de Léonidas Charles Bachand, médecin, Mde Elzire Camirand, épouse séparée de biens de Louis H. Olivier, marchand, de la cité de Sherbrooke, et de Dame Arzélle Chartier, veuve de feu Stanislas Bachand, en son vivant marchand, de la cité de Coaticooke, par bail ou autrement les droits, titres, réclammations et intérêts qu'elles ont et peuvent avoir dans le Plateau Camirand et en payer le prix en argent ou au moyen d'actions acquittées de la dite compagnie;

Faire, signer et exécuter tous actes, contrats et objets qui peuvent être en rapport et paraître utiles à l'acquisition des fins et objets de l'incorporation de cette compagnie, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3777

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1912, constituant en corporation MM. Arthur Dessautels, cultivateur, Nap. Ricard, négociant, Thomas Turcotte, marchand, Aquila Lévesque, négociant, de Saint-Grégoire, et Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter dans les limites de la municipalité du village de Saint-Grégoire, un ou plusieurs aqueducs dans un but général d'approvisionnement d'eau, ainsi que pour y établir un ou plusieurs systèmes de protection contre le feu ;

Acquérir, posséder, aliéner et exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie ;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation des contrats relatifs au service d'aqueduc ou protection contre le feu ;

Louer ou donner à bail des compteurs ou appareils quelconques pour l'eau, et pour les taux qu'il sera décidé par la dite compagnie ;

Acheter, acquérir, exploiter la totalité des biens, contrats, services, obligations, de toutes personnes, ou compagnies, faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres à atteindre les fins pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Grégoire, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Grégoire, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3789

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze septembre, 1912, constituant en corporation MM. Michel Fiset, médecin, Aimé Dion, avocat, Valmont Martin, médecin, Ernest Pierre Bérubé, marchand de la cité de Québec, et Emile Gelly, avocat, de la ville de Lévis, dans les buts suivants :

To purchase from Marie Louise Camirand, widow of the late George Etienne Rioux, in his lifetime stipendiary magistrate of the district of Saint Francis, Mad. Georgine Camirand, wife common, as to property of Léonidas Charles Bachand, physician, Mad. Elzire Camirand, wife separated as to property of Louis H. Olivier, merchant, of the city of Sherbrooke, and of Dame Arzélle Chartier, widow of the late Stanislas Bachand, in his lifetime merchant, of the city of Coaticook, by lease or otherwise the rights, titles, claims and interests they have and may have in the "Plateau Camirand", and pay for same in cash or with paid up shares of the said company ;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of "Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3778

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1912, incorporating Messrs. Arthur Dessautels, farmer, Nap. Ricard, trader, Thomas Turcotte, merchant, Aquila Lévesque, trader, of Saint Grégoire, and Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire, hold, alienate and operate within the limits of the municipality of the village of Saint Grégoire, one or more waterworks with the general purpose of supplying water and to establish therein one or more systems of protection against fire ;

To acquire, hold, alienate and exploit moveable and immoveable property for the purposes of the company ;

To enter into and make contracts with any individual, company, firm or corporation, relative to a waterworks service or protection against fire ;

To lease or let meters or apparatus of any kind water and for the rates decided upon by the company ;

To purchase, acquire, exploit the whole of the property, contracts, services, obligations, of any persons or companies, do all such acts, exercise all the powers and carry on any operations suitable for the attainment of the purposes for which the company is formed under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Grégoire, Limitée" with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Grégoire, district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3790

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1912, incorporating Messrs. Michel Fiset, physician, Aimé Dion, advocate, Valmont Martin, physician, Ernest Pierre Bérubé, merchant, of the city of Québec, and Emile Gelly, advocate, of the town of Lévis, for the following purposes :

Acquérir, posséder, vendre, échanger, donner à bail, louer des propriétés mobilières et immobilières ou tous droits que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour ses affaires et les vendre, louer ou en disposer autrement ;

Concéder à rente foncière, emphytéotique ou autrement les propriétés immobilières de la compagnie ;

Eriger et entreprendre la construction de bâtisses, usines ou autres travaux de même nature ;

Emettre des actions ordinaires ou privilégiées ainsi que des bons, débetures ou obligations avec garanties hypothécaires ou autres ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Acquérir et posséder des intérêts ou actions dans d'autres compagnies incorporées et en disposer ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou pour la formation de la compagnie ou son avancement, ou la conduite de ses affaires, et payer pour les dits services, en tout ou en partie, en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Faire et édicter des règlements pour la régie intime et pour l'administration générale de la dite compagnie ;

Accepter des meubles et immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie ou accepter en garantie du paiement de ces dettes, des hypothèques ; prendre des privilèges ou telles autres garanties que la compagnie jugera à propos ;

Et en général exercer tous les pouvoirs conférés par la loi à semblable corporation et qui ne sont pas ci-haut spécialement mentionnés, sous le nom de "La Compagnie Le Parc Saint Charles Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3793

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Joseph Amable Alexandre Bélanger, entrepreneur, Jean-Baptiste Gratton, entrepreneur, Oscar Marchand, électricien, Victor Lemay, restaurateur et Léon Garneau, conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de maître carrier et marchand de pierre, et acheter, vendre, acquérir, travailler, tailler, ébaucher, sculpter, polir, broyer, scier et préparer pour le marché ou pour utilité, de la pierre, chaux, ciment, sable, métaux et minéraux et matériaux de construction de toute sorte, et faire les affaires comme faiseurs de chemins et de pavés, et réparateurs, manufacturiers, commerçants et ouvriers en chaux, ciment, mortier, béton, asphalte et matériaux de construction de toute sorte, et comme constructeurs et entrepreneurs pour l'exécution de travaux et bâtisses de toute sorte, dans la construction desquels la pierre, la chaux ou le ciment sont requis ;

Faire les affaires, soit manufacturées, commerciales ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Acquérir, ériger, posséder, employer, louer

To acquire, hold, sell, exchange, lease, let the moveable and immoveable property or any rights the company may deem necessary or useful for its business, and sell, lease or otherwise dispose of same ;

To convey by way of ground rent, emphyteutic lease or otherwise the immoveable property of the company ;

To erect and undertake the construction of buildings, workshops or other works of like nature ;

To issue common or preferred shares and bonds, debentures or obligations with hypothecary security or other, and amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To acquire and hold interests or shares in other incorporated companies and dispose thereof ;

To remunerate any person or company for services rendered or that may be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares of the capital of the company or any debentures or other securities of the company, or in or for the formation of the company or its advancement or the conduct of its business, and pay for the said services in whole or in part with fully paid up shares of the company or otherwise ;

To make and enact by-laws for the internal regulation and general administration of the said company ;

To accept moveables and immoveables in payment for debts due to the company or accept hypothecs as security for the payment of such debts ; to take privileges or such other securities as the company may deem advisable ;

And generally exercise all the powers conferred by-law on similar corporations and not hereinabove specially mentioned, under the name of "La Compagnie Le Parc Saint Charles Limitée", with a capital of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec .

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1912, incorporating Messrs. Joseph Amable Alexandre Bélanger, contractor, Jean-Baptiste Gratton, contractor, Oscar Marchand, electrician, Victor Lemay, restaurant-keeper, and Léon Garneau, King's Counsel, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as quarry master and stone merchants, and to buy, sell, get, work, shape, hew, carve, polish, crush, saw and prepare for market or use, stone, lime, cement, sand, ore, minerals, and building materials of all kinds and to carry on business as road and pavement makers, and repairers and manufacturers of and dealers and workers in lime, cement, mortar, concrete, asphalt, and building materials of all kinds and as builders and contractors for the execution of works and buildings of all kinds in the construction of which stone lime or cement are required ;

To carry on business, whether manufacturing, trading or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on to its advantage ;

To acquire, erect, hold, use, lease or other-

des bâtisses, matériel et machines nécessaires ou en rapport aux affaires conduites par la compagnie, ou en disposer autrement ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière, et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de ses affaires (et en particulier toutes terres, bâtisses, droits, machines, matériel et marchandises disponibles) ;

Développer et mettre à profit toute terre acquise par la compagnie ou dans laquelle elle est intéressée, et en particulier en la disposant et préparant pour les fins de construction, érigeant, changeant, démolissant, décorant, maintenant, installant et améliorant les bâtisses et accommodations, et en plantant, pavant, drainant, exploitant, cultivant, louant sur bail de bâtisse ou convention de bâtisse, et en avançant de l'argent et faisant des contrats et arrangements de toute sorte avec les constructeurs, locataires et autres ;

Construire sur la propriété de la compagnie ou sur propriété contrôlée par la compagnie, améliorer, maintenir, travailler, conduire tous chemins, voies, tramways, chemins de fer, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, entrepôts de manufacture, travaux électriques, ateliers, magasins et autres travaux et commodités qui peuvent être calculés directement ou indirectement pour avancer les intérêts de la compagnie, et y contribuer, subventionner ou aider autrement ou prendre part dans la construction, amélioration, maintien, travail, direction, mise en opération ou contrôle d'iceux ;

Acheter ou acquérir autrement aux termes et en la manière pourvus de temps en temps par les règlements de la compagnie, toutes actions du capital de la compagnie ;

Placer aucun des argents de la compagnie dans ou sur tels placements ou garanties, soit obligations, débetures, actions du stock ou autrement, qui peuvent être jugés à propos de temps en temps et de faire des avances d'argent pour garantir les contrats ou engagements d'iceux ou s'en rendre responsable, et aider financièrement toute personne, société, compagnie ou corporation ;

Entrer en société ou autre arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, risque conjoint, concession réciproque avec toute personne ou corporation faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans aucune affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prendre ou acquérir autrement et posséder des actions ou stock ou garanties d'icelle, et subventionner ou aider autrement toute telle compagnie, et vendre, posséder, voter, émettre de nouveau avec ou sans garantie, et faire le commerce de telles actions ou garanties autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie, en espèce, toutes actions, débetures, garanties ou biens appartenant à la compagnie, payer pour tous services rendus à icelle et pour tous biens et droits acquis par la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie créditées comme étant complètement ou en partie acquittées ;

Vendre toute l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ;

wise dispose of buildings, plan and machinery necessary or incidental to the business carried on by the company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business (and in particular any land, buildings, easements, machinery plant, and stock-in-trade) ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, fitting up, and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others ;

To construct on the property of the company or on property controlled by the company, improve, maintain, develop, work, manage, any roads, ways, tramways, railways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufacturer warehouses, electric works shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out, or control thereof ;

To purchase or otherwise acquire, on such terms and in such manner as the regulations of the company from time to time provide, any shares in the company's capital ;

To invest any of the moneys of the company in or upon such investments or securities, whether bonds, debentures, shares of stock or otherwise, as may from time to time be deemed expedient and to make such cash advances to guarantee the contracts or engagements of, or to become security for and financially assist any person, firm, company or corporation ;

To inter into partnership or other arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or corporation with any person carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to take or otherwise acquire and hold shares or stock in, or securities of, and to subsidize or otherwise assist any such company, and to sell, hold, vote on, re-issue with or without guarantees, and otherwise deal with such shares or securities ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To act as agents for any company, partnership, or person carrying on a similar business ;

To distribute among the members of the company, in land, any shares, debentures, securities or property belonging to the company, to pay for any services rendered to and for all property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company credited wholly or partly paid up ;

To sell the whole undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company ;

Acheter et acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en la manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission de débetures, ou stock de débetures, perpétuel ou autrement, chargé sur tous ou aucun des biens de la compagnie (tous deux présents et futurs), y compris son capital non appelé, et acheter, racheter ou payer toutes telles garanties ;

Remunerer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, stock de débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou pour la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ces affaires, sous le nom de "The Fireproof Crushed Stone Company Incorporated", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00) divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3743

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour d'août 1912, constituant en corporation MM. William Thibeault, négociant, Adélard Thibeault, négociant, Joseph Thibeault, boucher, L-Philippe Thibeault, étudiant, de Saint-Eugène, et Charles Lecours, marchand de bois, de l'Islet Station, dans les buts suivants :

Manufacturer la brique et faire le commerce de briques, sous le nom de "La Chicoutimi Brique Compagnie, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Eugène de l'Islet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'août 1912.

C. J. SIMARD,

3675.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de septembre 1912, constituant en corporation MM. Alarie Tourangeau et Arthur Couchères, agents, Oza Chabot, Gilbert Demers et Wilfrid Denis, bourgeois, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner tous les biens mobiliers ou immobiliers, y compris les obligations, actions ou autres valeurs des gouvernements, corporations municipales ou scolaires et des banques ou autres compagnies dûment constituées en corporation ;

Faire les affaires d'agence générale et de courtage et en particulier agir en qualité d'agent et de courtier pour les placements, prêts, paiements, transmission et perception des deniers, pour la vente, transport et enregistrement d'obligations, actions et autres valeurs, pour les achats, vente, échange, louage, améliorations, développement et administration de toute propriété, affaire ou entreprise et pour les gestions, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

To purchase and otherwise acquire and undertake all and any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable to the purposes of the company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property (both present and future), including its uncalled capital, and to purchase, redeem, or pay off any such securities ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debentures stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business under the name of "The Fireproof Crushed Stone Company Incorporated" with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divide into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3744

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 31st day of August, 1912, incorporating Messrs. William Thibeault, trader, Adélard Thibeault, trader, Joseph Thibeault, butcher, L. Philippe Thibeault, student, of Saint-Eugène, and Charles Lecours, lumber merchant, of l'Islet Station, for the following purposes :

To manufacture and deal in brick under the name of "La Chicoutimi Brique Compagnie, Limitée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Saint-Eugène de l'Islet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of August, 1912.

C. J. SIMARD,

3676

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1912, incorporating Messrs. Alarie Tourangeau and Arthur Couchères, agents, Oza Chabot, Gilbert Demers et Wilfrid Denis, gentlemen, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or alienate any moveable or immoveable property including the bonds, stock or other securities of governments, municipal or school corporations and banks or other duly incorporated companies ;

To carry on a general agency and brokerage business and especially to act as agent and broker for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the sale, transfer and registration of bonds, stock and other securities, for the purchase, sale, exchange, lease, improvement, development and administration of any property, business or undertaking and for the management, control or direction of syndicates, societies, associations, companies or corporations ;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, prendre des actions de telle compagnie, garantir l'exécution de contrats pour toute personne ou compagnie, vendre, louer ou autrement céder la propriété et l'entreprise de la compagnie, ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges, et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptant, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel, de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, permis, contrat, meuble, immeuble, actions, obligations ou bons ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie et en particulier des actions, obligations ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a la faculté de disposer ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder, autrement des droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toutes choses ci-dessus comme principal et comme agent, entrepreneur ou autrement, et seul ou avec d'autres ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets, fins ou propres à les atteindre ;

Prêter et emprunter de l'argent pour son compte ou le compte d'autres personnes, sur hypothèques et valeurs mobilières ou immobilières, et en garantir ou non le remboursement et plus spécialement et sans limiter les termes ci-dessus à prêter aux conditions jugées convenables, avec pouvoir de prendre en garantie pour tel prêt ou toute autre dette contractée envers la compagnie, des hypothèques, biens-fonds, ventes foncières, à prêter avec ou sans hypothèques à toutes personnes ou corporations municipales et scolaires, aux fabriques et aux syndics pour la construction ou la réparation des églises de la province de Québec, ou aux particuliers, les sommes qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursable soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ; à emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt, qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts, par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie ;

A faire fonction d'agence ou association pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement et garantir le remboursement du capital, ou le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes ainsi confiées à la compagnie ; toutefois elle ne pourra prêter sous garantie de lettre de change ou de billet ;

Les objets ou fins ou pouvoirs précédemment énumérés de la compagnie seront considérés comme distincts et ne dépendront pas l'un des autres, et la compagnie pourra exercer l'un ou plus des dits pouvoirs sans égards aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie ;

Rémunérer en les payant en deniers comptants,

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company, to take the stock of such company, guarantee the execution of contracts for any person or company, to sell, lease or otherwise assign the property and undertaking of the company or any part thereof for the consideration deemed fit by it and in particular for the shares, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of the company and also its stock in trade, good will, privileges and property of all kinds, and pay for same with cash, stock or bonds of the company or otherwise ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or part payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, contract, moveable, immoveable, stock, bonds, debentures or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To distribute in kind amongst the shareholders any property of the company and especially the shares, bonds or securities of other companies belonging to the company or of which the company has the right to dispose of ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do everything hereabove as principal and as agent, contractor or otherwise, and alone or with others ;

To do anything else in connection with the above objects and purposes or proper for the attainment thereof ;

To loan and borrow money on its own account or for the account of other persons, on hypothecs and moveable or immoveable securities, and guarantee or not the repayment of same and more especially and without limiting the hereabove terms to loan on the conditions deemed fit with power to take as security for such loan or any other debt contracted towards the company, hypothecs, real estate, ground rents ; to loan with or without hypothecs to any persons or municipal and school corporations, fabriques and trustees for the building or the reparation of the churches of the province of Quebec, or to individuals, the amounts they have the right to borrow, repayable either on long or short terms, with or without extinction ; to borrow money at such rate of interest as may be agreed upon, with full right to give security for such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

To operate as an agency or association to act in the name of others who may place money with it for the purposes of loan and investment and guarantee the repayment of the capital or the payment of the interest or both of any sums thus placed with the company, nevertheless it shall not loan under security of bills of exchange or of notes ;

The foregoing objects, purposes or powers of the company shall be considered as distinct and shall not depend the one upon the other, and the company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the above articles respecting same shall not be limited in its generally or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of the ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the company ;

To remunerate by the payment of cash, stock,

en actions, obligations, ou de toute autre manière les services rendus ou à rendre par toute personne ou corporation relativement au placement du capital actions et des obligations ou autres valeurs de la compagnie et relativement à la formation de celle-ci à son avancement ou à la direction de ces affaires, sous le nom de "Parc Saint-Jacques, Incorporé", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3679.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1912, constituant en corporation M. M. Pierre *alias* Pitre Gaudreau, marchand de Saint-Bruno, Henri Gagnon, marchand, de Saint-Gédéon, J. E. Ludger Fortin, commis-marchand, de Saint-Bruno, Adélar Gagnon, marchand, de Hébertville Station, et Dame Amanda Larouche, autorisée par son mari, Pierre *alias* Pitre Gaudreau, de Saint-Bruno, dans les buts suivants :

Faire le commerce de marchandises sèches, provisions, épiceries et feronneries en général ; acquérir, posséder, construire et exploiter un ou des magasins ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre ou autrement aliéner en tant qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie en toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires d'objets en tout ou en partie, semblable à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos, sous le nom de "Gaudreau & Gagnon Limitée", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Gédéon, Lac Saint-Jean.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de septembre 1912.

C. J. SIMARD,

3751.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de septembre 1912, constituant en corporation M. M. James A. Brook, agent manufacturier, George Ross, architecte, l'honorable Frederic L. Béique, avocat, Conseil en loi du Roi et un des sénateurs de Sa Majesté pour la Puissance du Canada, Louis J. Béique, avocat, et Frédéric A. Béique, avocat, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Construire ou acheter, maintenir et mettre en opération des remises publiques pour l'emmagasinage de chars moteurs et voitures de toute sorte quelconque, et tous les accessoires y ayant rapport ;

Eriger ou installer, maintenir et mettre en opération des ateliers de construction pour les machines et tous les accessoires y ayant rapport ;

Construire ou acheter, maintenir et mettre en opération des établissements pour la construction des voitures, et tous les accessoires y ayant rapport ;

Construire ou acheter et tenir et vendre le gaz,

bonds, or in any other manner, the services rendered or to be rendered by any person or corporation respecting the placing of the capital stock and the bonds on other securities of the company and respecting the formation of the latter its advancement or the management of its business, under the name of "Parc Saint-Jacques, Incorporé", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the company, at city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3680 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. Pierre *alias* Pitre Gaudreau, merchant, of Saint Bruno, Henri Gagnon, merchant, of Saint Gédéon, J. E. Ludger Fortin, merchants' clerk, of Saint Bruno, Adélar Gagnon, merchant, of Hébertville Station, and Dame Amanda Larouche, authorized by her husband Pierre *alias* Pitre Gaudreau, of Saint Bruno, for the following purposes :

To carry on the business of and deal in dry goods, provisions, groceries and hardware generally, and acquire, hold, construct and operate one or more stores ;

To acquire by purchase or otherwise and hold immovables, hypothecate, sell or otherwise alienate same as may be necessary and useful to the company ;

To issue paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any moveables and immovables, rights or other property acquired by the company under any title ;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem advisable or otherwise dispose of same, or amalgamate with any person, company or corporation carrying on business in goods in whole or in part similar to those of these company, on the terms and conditions that this company may think fit, under the name of "Gaudreau & Gagnon Limitée", with a capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporations will be at Saint Gédéon, Lake Saint John.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3752 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1912, incorporating Messrs. James A. Brook, manufacturers agent, George A. Ross, architect, the Honourable Frederic L. Beique, advocate, King's Counsel and one of His Majesty's senators for the Dominion of Canada, Louis J. Beique, advocate, and Frederic A. Beique, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To build or purchase, maintain and operate public garage for the storing of motor cars and vehicles of all kinds whatsoever, and all accessories incidental thereto ;

To erect or instal, maintain and operate machine shops and all accessories incidental thereto ;

To build or purchase, maintain and operate carriage building establishments, and all accessories incidental thereto ;

To build or purchase and assemble and sell, gas,

la gazoline, les chars moteurs mus par l'électricité ou la vapeur, omnibus, wagons, camions de toute sorte quelconque, ou parties d'iceux et fournitures et accessoires y ayant rapport ;

Emmagasiner, acheter, vendre, échanger et faire le commerce, soit comme agent ou en aucune autre manière, de chars moteurs et autres voitures de toute sorte quelconque ou parties d'iceux, et fournitures et accessoires y ayant rapport ;

Louer des chars moteurs ou autres voitures au public pour les fins d'agrément ou d'affaires et en percevoir des péages ;

Faire les réparations de toute sorte quelconque ;

Manufacturer, réparer et vendre des bandages en caoutchouc pour chars moteurs et autres voitures et tous les accessoires y ayant rapport ;

Etablir, maintenir et mettre en opération un service de taxicab ou faire circuler des automobiles pour le transport des passagers et des marchandises, dans aucune partie de la province de Québec, sujet aux règlements locaux et municipaux, et percevoir des péages pour icelui ;

Acheter ou louer des immeubles et ériger ou louer des bâtisses dans aucune partie de la province de Québec, pour tous ou aucun des susdits buts et objets, et les vendre, hypothéquer, louer à toute autre personne ou corporation ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat ou autrement des droits de patente, lettres patentes d'invention, procédés, options et autres tels droits ou privilèges, et en disposer ;

Acquérir par achat ou autrement, en tout ou en partie, les travaux, capital-actions, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou propriétés de toute compagnie ou personne ayant, en tout ou en partie, des pouvoirs semblables à ceux de la compagnie, et en tout et en partie, louer, sous-louer, vendre toutes affaires, propriété, entreprise, droit, pouvoir, franchises ou privilèges de la compagnie à toute autre personne ou corporation, ou en disposer autrement ;

Acheter, acquérir, posséder, recevoir et tenir en échange et vendre des actions du stock, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre corporation, soit en paiement pour services rendus ou pour propriété ou marchandises vendues ou louées par la compagnie ou en disposer autrement ;

Emettre des obligations ou toute partie des actions de la compagnie en partie payées ou acquittées et non sujettes à appel, en plein paiement ou partie de paiement de toute propriété, meubles et immeubles, stock, obligations, droits, franchises, pouvoirs, privilèges ou autres actifs acquis ou loués par la compagnie, ou pour toute autre considération qui peut être jugée à propos par les directeurs de la compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transaction capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

S'alimenter avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation, ou acquérir la clientèle, etc., de toute personne ou personnes, compagnie ou corporation engagés dans aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire pour de l'argent ou actions, obligations, ou autrement ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour, et aider au moyen de bonus, avances d'argent, promesse, endossement, garantie ou autrement toute corporation dans le capital-actions d'icelle la compagnie possède des actions ou toute corporation ou personne avec lesquels elle peut avoir des relations d'affaires, et agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation ou personne, et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou personne ;

gasoline, electric or steam motor cars, busses, trams and trucks of all kinds whatsoever, or parts thereof, and supplies and accessories incidental thereto ;

To store, buy, sell, exchange and deal in either as agent or in any other way, motor cars and other vehicles of all kinds whatsoever or parts thereof, and supplies and accessories incidental thereto ;

To rent motor cars or other vehicles to the public for pleasure or business purposes and collect toll therefor ;

To make repairs of all kinds whatsoever ;

To manufacture, repair and sell, rubber tires for motor cars and other vehicles and all accessories incidental thereto ;

To establish, maintain and operate a taxicab service or run automobiles for the conveyance of passengers and goods, within any part of the province of Quebec, subject to local and municipal regulations and collect tolls therefor ;

To purchase or lease, real estate, and erect or lease buildings in any part of the province of Quebec, for all and any of the purposes and objects aforesaid, and to sell hypothecate, lease or otherwise dispose of them to any other person or corporation ;

To acquire by purchase or otherwise, patent rights, letters patent of invention, processes, options and other such rights or privileges and again dispose thereof ;

To acquire by purchase or otherwise, in whole or in part the works, capital stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or properties of any company or person having powers wholly or in part similar to the powers of the company, and to in whole or in part, let or sublet, sell or otherwise dispose of any business, property, undertaking, right power, franchises or privilege of the company to any other person or corporation ;

To purchase, acquire, own, receive, and hold in exchange, and sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation, whether in payment of services rendered or for property or goods sold or leased by the company, or otherwise ;

To issue bonds or any part of the stock of the company as partly paid up, or fully paid up and non assessable, in part or in full payment of any property, real or personal, moveable or immovable, stock, bonds, rights, franchises, powers, privileges or other assets acquired or leased by the company, or for any other consideration which may be deemed sufficient by the directors of the company ;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To amalgamate with any person or persons, company or corporation, or to acquire the goodwill, etc., of any person or persons, company or corporation engaged in any business which this company is authorized to carry on for cash or stock, bonds, or otherwise ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, cash advances, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares or any corporation or person with which it may have business relations, and to act as employer, agent or manager of any such corporation or person, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or person ;

Faire en général les affaires d'emmagasinage et toutes choses accessoires ou y ayant rapport ;

Tenir des expositions, courses et concours en rapport aux automobiles et voitures motrices en général ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires ayant rapport à la mise en opération convenable des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ou nécessaires pour permettre à la compagnie de mettre son entreprise en opération, sous le nom de "The Mount Royal Garage Company, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00) divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions privilégiées et deux mille cinq cents (2,500) actions ordinaires, toutes deux de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce sixième jour de septembre 1912.

J. C. SIMARD,

3677.2

Sous secrétaire de la province.

Québec, 10 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Albert Poupard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Hector Bernard, en son vivant notaire public, pratiquant à Sainte-Martine, district susdit.

3681.2

Québec, 27 août 1912,

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par Charles-Arthur Gauvreau, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Fraserville, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu son père, Louis Narcisse Gauvreau, en son vivant notaire public, pratiquant à l'Isle-Verte, dans le district susdit.

3499.4

Québec, 11 septembre 1912.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par François E. McKenna, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Ernest Henry Stuart, en son vivant, notaire public, pratiquant et résidant à Montréal, même district.

3737.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun

To carry on a general storage business and all things incidental or accessory thereto ;

To hold exhibitions, races and shows in connection with automobiles and motor vehicles generally ;

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated or necessary to enable the company to carry on its undertaking under the name of "The Mount Royal Garage Company Limited", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which two thousand five hundred shares are preferred and two thousand five hundred are common.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1912.

C. J. SIMARD,

3678

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 10th September, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Joseph Albert Poupard, esquire, notary public, practising and residing at Sainte-Martine, county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Hector Bernard, in his lifetime notary public, practising at Sainte-Martine, aforesaid district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3682

Québec, 27 August, 1912.

Notice is hereby given that, in conformity with the provisions of the notarial code, a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Québec, by Charles Arthur Gauvreau, esquire, notary public, residing and practising of Fraserville, county of Témiscouata, district of Kamouraska, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of his late father, Louis Narcisse Gauvreau, in his lifetime notary public, practising at l'Isle Verte, in the aforesaid district.

3500

Québec, 11th September, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Francis E. McKenna, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Ernest Henry Stuart, in his lifetime notary public, practising and residing at Montreal, same district, in accordance with the provisions of the notarial code.

3738

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

3569

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont a matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republiés sans interruption, pendant au moins un mois, sans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoatoires aux Statuts refondus concernant les corpora-

pany, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. C.

3570

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting

tions de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps qu'une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité prenne en considération.

Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a cost of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas."

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3571 L. P. GEOFFRION,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Dépenses d'élection de M. J. A. Beaulieu, candidat à l'élection de la division Montreal-Sainte-Marie, qui a eu lieu le 15 mai 1912.

| | |
|---|------------------|
| 10 mai—Impressions..... | \$ 472 00 |
| “ Tables, chaises et papeteries, pour deux salles—comité..... | 179 15 |
| 19 mai—Loyer—deux salles—comité.... | 315 13 |
| “ Pour ouvrage fait au comité Ste | |
| Brigide et Sacré-Cœur..... | 974 65 |
| “ Pour ouvrage fait au comité St | |
| Vincent..... | 698 30 |
| | <u>\$2639 23</u> |

Certifié correct.
Montréal, 17 juin 1912.
ANATOLE LACHAPELLE,
Agent du candidat J. A. Beaulieu.

Vraie copie,
EMERY LALONDE,
3763 Officier-rapporteur.

Dépenses d'élection de M. Napoléon Séguin, candidat à l'élection de la division Montréal-Sainte-Marie, qui a eu lieu le 15 mai 1912.

| | |
|--|------------------|
| Mai—Impressions..... | \$ 372 00 |
| “ Tables, chaises et papeteries pour deux salles—comité..... | 79 13 |
| “ Loyer—deux salles—comité..... | 315 00 |
| “ Pour ouvrage fait au comité Saint-Vincent..... | 698 30 |
| “ Pour ouvrage fait au comité Sacré-Cœur..... | 874 65 |
| | <u>\$2339 08</u> |

Certifié correct,
Montréal, 20 juillet 1912.
JOSEPH BOISSEAU,
Agent du candidat N. Séguin.

Vraie copie,
EMERY LALONDE,
3761 Officier-rapporteur.

Avis public est par le présent donné que les syndics du cimetière de Harlow, à Harlow, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour incorporation, sous le nom de "Harlow Cemetery Company", conformément à la loi des cimetières.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits syndics.
Stanstead, P. Q., 17 septembre 1912. 3815

" 3. If a copy the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3572 L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Election expenses of Mr. J. A. Beaulieu, candidate at the election of Montreal-Saint-Mary Division, which took place on the 15th May, 1912.

| | |
|--|------------------|
| May, 10th—Printing..... | \$ 472 00 |
| “ Tables, chairs and stationery for two committee rooms..... | 179 15 |
| May, 19th—Rent—two committee rooms | 315 13 |
| “ For work done at committee | |
| Sainte Brigide and Sacré-Cœur .. | 974 65 |
| “ For work done at committee | |
| Saint Vincent..... | 698 30 |
| | <u>\$2539 08</u> |

Certified correct.
Montreal, 17th June, 1912.
ANATOLE LACHAPELLE,
Agent of the candidate J. A. Beaulieu.

True copy,
EMERY LALONDE,
3764 Returning officer.

Election expenses of Napoléon Séguin, candidate at the election of Montreal-Saint-Mary Division, which took place on the 15th May, 1912.

| | |
|--|------------------|
| May—Printing..... | \$372 00 |
| “ Tables, chairs and stationery for two committee rooms..... | 79 13 |
| “ Rent—two committee rooms..... | 315 00 |
| “ For work done at the committee St | |
| Vincent..... | 698 30 |
| “ For work done at the committee | |
| Sacré-Cœur..... | 874 65 |
| | <u>\$2339 08</u> |

Certified correct.
Montreal, 20th July, 1912.
JOSEPH BOISSEAU,
Agent of the candidate N. Séguin.

True copy,
EMERY LALONDE,
3762 Returning officer.

Public notice is hereby given that the trustees of the Harlow cemetery, at Harlow, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the name of the "Harlow Cemetery Company", pursuant to the cemeteries act.

CHS. M. THOMAS, N. P.,
For said trustees.
Stanstead, P. Q., 17th September, 1912. 3816

Cour Supérieure.—Arthabaska.

No 277.

Dame Ursule Roberge, épouse commune en biens de Antoine Hebert, de la paroisse de Saint-Sophie d'Halifax, dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Antoine Hebert, ci-devant de la paroisse de Sainte-Sophie d'Halifax, et maintenant de Prince Albert, dans la province de la Saskatchewan,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 août 1912.

P'ERRAULT & PERRAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 11 septembre 1912. 3767

Dame Salma Farah Yared a pris une action en séparation de biens contre son mari, Ayoub Yared, marchand, de la paroisse de Saint-Anaclet, district de Rimouski, province de Québec, le 14 septembre 1912, No 4606, en cour supérieure.

P. A. BEGIN,

Avocat de la demanderesse.

Rimouski, 17 septembre 1912. 3821

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 8906.

Dame Elodie Saurette, du village de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Pepin, maçon, du même lieu, et dûment autorisée en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jean Baptiste Pepin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

F. X. A. GIROUX,

Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 29 juin 1912. 3505.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 168.

Dame Demerise Binette, épouse de Fortunat C. Dion, cultivateur, du township de Barnston, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit mari.

HECTOR VERRET,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 juillet 1912. 3413.5

Cour Supérieure, Beauce.—No 740.—Dame Elize Quirion, épouse commune en biens de Pierre Dallaire, marchand, de Saint-Gédéon, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Pierre Dallaire, de Saint-Gédéon, Défendeur.—Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 juillet 1912.—Saint-Joseph, Beauce, 19 août 1912.

3421.5 REMI BOLDDUC,
Procureur de la Défenderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2045.

Dame Alexandrine Clément, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens d'Alphonse Laplante, du même lieu, entrepreneur,
Demanderesse ;

vs

Alphonse Laplante, de la dite ville de Lachine,
Défendeur.

La demanderesse a été autorisée, ce jour, à prendre une action en séparation de biens contre son mari, le défendeur en cette cause.

HENRY TUCKER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 août 1912. 3459.5

Superior Court—Arthabaska.

No. 277.

Dame Ursule Roberge, wife common as to property of Antoine Hebert, of the parish of Sainte Sophie of Halifax, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Antoine Hebert, formerly of Sainte Sophie of Halifax, and now of Prince Albert, in the province of Saskatchewan,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 19th of August, 1912.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 11th September, 1912. 3768

Dame Salma Farah Yared has taken an action for separation as to property against her husband, Ayoub Yared, merchant, of the parish of Saint Anaclet, district of Rimouski, province of Quebec, on the 14th of September, 1912, No. 4606, in superior court.

P. A. BEGIN,

Attorney for plaintiff.

Rimouski, 17th September, 1912. 3822

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 8906.

Dame Elodie Saurette, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife common as to property of Jean Baptiste Pepin, of the same place, stonemason, and duly authorized for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Pepin, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted this day.

F. X. A. GIROUX,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 29th June, 1912. 3506

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 168.

Dame Demerise Binette, wife of Fortunat C. Dion, of the township of Barnston, in said district, farmer, has taken, this day, an action in separation as to property against her said husband.

HECTOR VERRET,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th July, 1912. 3414

Superior Court, Beauce.—No. 740.—Dame Elize Quirion, wife common as to property of Pierre Dallaire, merchant, of Saint-Gédéon, duly authorized to " ester en justice ", Plaintiff ; vs the said Pierre Dallaire, of Saint Gédéon, Defendant.—An action for separation as to property has been instituted in this case, the 2nd day of July, 1912.—Saint Joseph, Beauce, 19th August, 1912.

3422 REMI BOLDDUC,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2045.

Dame Alexandrine Clement, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Laplante, of the same place, contractor,
Plaintiff ;

vs

Alphonse Laplante, of the said town of Lachine,
Defendant.

The plaintiff has been authorized, this day, to take an action for separation as to property from her husband the defendant herein.

HENRY TUCKER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 21st August, 1912. 3460

Dame Marie Cournoyer, épouse commune en biens de Roch Parenteau, menuisier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Roch Parenteau, du même lieu, Défendeur. La demanderesse a, ce jour, institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

L. J. LANDRY,

Avocat.
3563.3

Montréal, 29 août 1912.

Province de Québec, district d'Iberville.—Cour supérieure.—Dame Délia Bertrand, de la ville de Saint-Jean, dit district, épouse de Jean-Baptiste Masseau, menuisier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.—P. A. Chassé, procureur de la demanderesse.—Saint-Jean, 5 septembre 1912. 3625.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1229.

Dame Adora Corbeil, épouse commune en biens d'Arsène Legault, manufacturier, de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Arsène Legault, manufacturier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16e jour d'août 1912.

GROTHÉ & SYLVESTRE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 17 août 1912. 3433-5

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie des Tramways des Trois-Rivières aura lieu à l'hôtel de ville, dans la cité des Trois-Rivières, vendredi, le vingt-sept septembre 1912, à huit heures et demie du soir, dans le but de ratifier, confirmer, ou adopter tous règlements, résolutions ou procédés nécessaires pour l'administration ou la gouverne de la dite compagnie et pour faire toutes autres choses nécessaires pour compléter l'organisation de la dite compagnie et transiger toutes choses qui peuvent venir devant cette assemblée.

L. T. DESAULNIERS,

Secrétaire.

Trois-Rivières, 11 septembre 1912. 3715.2

Résolution

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE DRUMMONDVILLE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, W. A. Moisan, secrétaire-trésorier de la municipalité susdite, que par résolution du conseil de la municipalité susdite passée et adoptée à une séance spéciale tenue le 1er août 1912, il a été décidé et résolu de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que cette corporation soit désormais régie par la loi intitulée : "Loi des Cités et Villes," savoir par les articles 5256 et suivants des S. R. P. Q., 1909.

Qu'à ces fins la corporation de la ville de Drummondville abandonne sa charte (51-52 Vict., tel qu'amendée, 54 Vict.), pour être à l'avenir régie par la loi ci-dessus citée.

Le nom de la municipalité sera :

(a) "La Corporation de la Ville de Drummondville".

Dame Marie Cournoyer, wife common as to property of Roch Parenteau, joiner, of the city and district of Montreal, and duly authorized "a ester en justice", Plaintiff ; vs Roch Parenteau, of the same place, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

L. J. LANDRY.

Advocate.
3564

Montreal, 29th August, 1912.

Province of Quebec, district of Iberville. - Superior Court.—Dame Délia Bertrand, of the town of Saint John's, said district, wife of Jean-Baptiste Masseau, of the same place, joiner, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.—P. A. Chassé, attorney for plaintiff.—Saint John's, 5th September, 1912. 3626

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1229.

Dame Adora Corbeil, wife common as to property of Arsene Legault, manufacturier, of the city of Outremont, in the district of Montreal, and duly authorized by the court, as to these presents,

Plaintiff ;

vs

Arsene Legault, manufacturer, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 16th day of August, 1912.

GROTHÉ & SYLVESTRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th August, 1912. 3434

Public notice is hereby given that a general special meeting of the shareholders of the Three Rivers Tramway Company, will be held at the City Hall, in the city of Three Rivers, Friday, the twenty seventh of September, at half past eight o'clock in the evening, to ratify, confirm and adopt all by-laws, resolutions or necessary proceedings for the administration or guidance of the said company, and to do all necessary things to complete the organization of the said company and the transaction of all things which may come before this meeting.

L. T. DESAULNIERS,

Secretary.

Three Rivers, 11th September, 1912. 3716

Resolution

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF DRUMMONDVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, W. A. Moisan, secretary-treasurer of the municipality aforesaid, that by resolution of the council of said municipality adopted and passed at a special meeting held on the 1st August, 1912, it was decided and resolved to demand of the Lieutenant Governor in Council, that this corporation be henceforth governed by the "Cities and Town's Act", to wit by articles 5256 et seq. R. S. P. Q., 1909.

That for that purpose the town of Drummondville abandons its charter (51-52 Vic., as amended by 54 Vic.), to be henceforward governed by the above mentioned act.

The name of the municipality shall be :

(a) "The Corporation of the town of Drummondville".

Les limites de la dite municipalité seront les suivantes:

(b) Les limites de la dite municipalité seront les mêmes que celles de la municipalité de la ville de Drummondville actuelle, savoir :

La dite municipalité sera bornée au nord-ouest par les cantons de Grantham et de Wendover ; au nord-est par les cantons de Wendover et de Simpson ; au sud-est par les cantons de Simpson et de Wickham ; au sud-ouest par le canton de Grantham, et comprendra les lots Nos 1 à 185, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier nord de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 609, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier est de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 70, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la ville de Drummondville ; les lots Nos 1 à 263, inclusivement, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville.

(c) Que le chiffre de la population tel qu'établi par MM. Chas. Manseau et C. H. Lalonde, recenseurs nommés à cet effet est de 2,052 âmes.

(d) Que la dite municipalité sera érigée en ville sous l'empire de la loi des cités et villes.

Donné à Drummondville, ce 14e jour d'août 1912.

La corporation de la ville de Drummondville,
par W. A. MOISAN,
Sec. Trés.
C. H. LALONDE,
Procureur.

3395.2

The limits of the municipality shall be the following :

(b) The limits of the said municipality shall be the same as those of the present municipality of the town of Drummondville, to wit :

The said municipality shall be bounded on the north-west by the townships of Grantham and of Wendover ; on the north-east by the townships of Wendover and of Simpson ; on the south-east by the townships of Simpson and of Wickham ; on the south-west by the township of Grantham, and comprises the lots Nos. 1 to 185, inclusively, on the official plan and book of reference of the north ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 609, inclusively, on the official plan and book of reference of the east ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 70, inclusively, on the official plan and book of reference of the west ward of the town of Drummondville ; the lots Nos. 1 to 263, inclusively, on the official plan and book of reference of the south ward of the town of Drummondville.

(c) That the population, as established by Messrs. Chas. Manseau and C. H. Lalonde, census takers duly named, is 2,052 souls.

(d) That the said municipality be erected into a town under the operation of "Cities and Towns Act".

Given at Drummondville, this 14th day of August, 1912.

The corporation of the town of Drummondville
by W. A. MOISAN,
Sec.-Treas.
C. H. LALONDE,
Attorney.

3396

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Re J. Amedée Roy, 521, Mont Royal Est.
Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du 16e jour de septembre 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.
Les réclamations attestées sous serment doivent nous être filées entre nos mains dans les trente jours du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.
Montréal, 16 septembre 1912. 3781

Dans l'affaire de la succession vacante de feu Patrick Pegnem.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 1er octobre 1912, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, Commercial Union Building, 232, rue Saint-Jacques, Montréal.

P. C. SHANNON,
Curateur.
Montréal, 12 septembre 1912. 3785

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de John Edgar & Co., Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8e jour d'octobre 1912, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.
WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.
Bureau de Wilks & Burnett.
3805

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Re J. Amedée Roy, 521, Mont Royal East.
Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, dated the 16th of September, 1912, we have been appointed joint curators to the above named estate.
Sworn claims must be filed with us within 30 days of present notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.
Montreal, 16th September, 1912. 3782

In the matter of the vacant succession of late Patrick Pegnem.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, 1st October, 1912, after which date the dividend will be payable at my office, Commercial Union Building, 232, Saint James street, Montreal.

P. C. SHANNON,
Curator.
Montreal, 12th September, 1912. 3786

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of John Edgar & Co., Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 8th October, 1912, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.
WILKS & BURNETT,
Joint curators.
Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 21st September, 1912. 3806

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 166.

Dans l'affaire de Georges Michaud, tailleur, 1859,
 rue Sainte-Catherine Est, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que, le 16e jour de
 septembre 1912, le soussigné a été nommé curateur
 des biens du susdit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 le dit failli, sont requises de les produire, dûment
 attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
 Curateur.

Duhamel & Wilson,
 Comptables et liquidateurs.
 3, rue Notre-Dame Est, Montréal. 3787

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 269.

Dans l'affaire de Théodule Lehoux, boucher, Robert-
 sonville, Insolvable.

Avis est par le présent donné, que le 9 septem-
 bre 1912, nous avons été nommés curateurs con-
 joints, et messieurs J. E. Thompson, gérant de la
 Banque de Commerce, de Thetford Mines, et Joseph
 Lehoux, de Sainte-Anne de Beaupré, inspecteurs
 aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 le dit failli sont requises de les produire, dûment
 attestées sous serment, sous trente jours de cette
 date.

LARUE & TRUDEL,
 Curateurs conjoints.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre, Québec. 3765

District de Québec.

Dans l'affaire de Saiphy & Gazelle, marchands,
 Québec, Insolvables.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 17
 septembre 1912, nous avons été nommés curateurs
 conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire
 devant nous, dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
 Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
 Québec, 18 septembre 1912. 3799

District de Montréal.

Dans l'affaire de Albert Cadieux, quincaillier, de
 Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 18e jour de
 septembre 1912, par ordre de la cour, nous avons
 été nommés curateurs conjoints aux biens du ci-des-
 sus failli.

Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites entre nos mains sous un mois de cette date.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Curateurs conjoints.

Bâtisse Liverpool & London & Globe,
 112, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 18 septembre 1912. 3825

District de Montréal.

Dans l'affaire de Médard Caisse, entrepreneur, de
 Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le ci-dessus
 nommé a, le 14e jour de septembre 1912, fait cession
 de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure, dit
 district, conformément à la loi.

EUGENE PREVOST,
 Sub.-gardien provisoire.

Bureau de Prevost et Bédard,
 112, rue Saint Jacques.
 Montréal, 18 septembre 1912. 3823

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 166.

In the matter of George Michaud, tailor, 1859,
 Sainte Catherine street East, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th day of
 September, 1912, the undersigned was appointed
 curator to the estate of the above named insolvent.

All parties having claims against said insolvent,
 are requested to file the same, duly attested under
 oath, within 30 days from this date.

J. G. DUHAMEL,
 Curator.

Duhamel & Wilson,
 Accountants and liquidators.
 3, Notre Dame East, Montreal. 3788

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 269.

In the matter of Théodule Lehoux, butcher,
 Robertsonville, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th Septem-
 ber, 1912, we were appointed joint curators, and
 Messrs. J. E. Thompson, manager of the Canadian
 Bank of Commerce, of Thetford Mines, and Joseph
 Lehoux, of Sainte-Anne de Beaupré, inspectors to
 this estate.

All parties having claims against the said insolvent
 are requested to file same, duly attested under
 oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
 Joint curators.

Office : 93, Saint Peter street, Quebec. 3766

District of Québec.

In the matter of Saiphy & Gazelle, merchants,
 Quebec, Insolvents.

In accordance with an order of the court, dated
 the 17th September, 1912, we have been appointed
 joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are
 requested to file them with us, within thirty days
 from this date.

BEDARD & BELANGER,
 Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
 Quebec, 18th September, 1912. 3799

District of Montréal.

In the matter of Albert Cadieux, hardware mer-
 chant, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th day of
 September, 1912, by order of the court, we were ap-
 pointed joint curators to the estate of the above
 insolvent.

Claims duly sworn to must be filed with us
 within one month from this date.

EUGENE PREVOST,
 RODOLPHE BEDARD,
 Joint curators.

Liverpool & London & Globe Bldg,
 112, Saint James street,
 Montreal, 18th September, 1912. 3826

District of Montréal.

In the matter of Médard Caisse, contractor, of
 Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has,
 on the 14th day of September, 1912, made a judicial
 abandonment of his property for the benefit of his
 creditors, in the protonotaire's office, in the super-
 ior court, according to law.

EUGENE PREVOST,
 Sub.-provisional guardian.

Office of Prevost & Bédard,
 112, Saint James street.
 Montreal, 18th September, 1912. 3824

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. C. Gélinas & Cie, Montréal,
 Insolubles.

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 5 octobre 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

VINCENT LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
 Montréal, 18 septembre 1912. 3819

District de Gaspé.

In re Gauthier, Arsenault & Cie, New Richmond,
 Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 octobre 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 18 septembre 1912. 3817

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Emile Emond, entrepreneur plâtrier, Montréal, Insoluble.

Avis est par le présent donné que, le 16ième jour de septembre 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du susnommé, qui a fait une cession judiciaire de biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST-AMOUR,
 Curateur.

Edifice Banque de Quebec,
 11, Place d'Armes.
 Montréal, 18 septembre 1912. 3837

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 149.

In re Joseph Côté, marchand, Windsor Mills,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 17e jour de septembre 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susnommé.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant nous sous trente jours de cet avis.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
 Comptables et liquidateurs,
 155, rue Wellington.
 Sherbrooke, 17 septembre 1912. 3835

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 No 150.

In re Henri Vermeersch, commerçant, canton Windsor, Failli.

Avis est par le présent donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 17e jour de septembre 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous un mois de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
 155, rue Wellington,
 Sherbrooke, 17 septembre 1912. 3833

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of J. C. Gélinas & Cie, Montreal,
 Insolvents.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until 5th October, 1912, after which date dividends will be payable at my office.

VINCENT LAMARRE,
 Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 18th September, 1912. 3820

District of Gaspé.

In re Gauthier, Arsenault & Co., New Richmond,
 Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 7th October, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 18th September, 1912. 3818

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Emile Emond, contracting plasterer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 16th day of September, 1912, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within thirty days from this notice.

NAPOLEON ST-AMOUR,
 Curator.

Quebec Bank Building,
 11, Place d'Armes.
 Montreal, 18th September, 1912. 3838

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 149.

In re Joseph Côté, merchant, Windsor Mills,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 17th day of September, 1912, we have been joint curators to the property of the aforesaid.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
 Accountants and liquidators,
 155, Wellington street,
 Sherbrooke, 17th September, 1912. 3836

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 No. 150.

In re Henri Vermeersch, trader, Windsor township, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 17th day of September, we have been appointed joint curators to the property of the aforesaid.

Claims duly sworn to must be filed with us within one month from this date.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,
 155, Wellington street.
 Sherbrooke, 17th September, 1912. 3834

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de R. Alfred E. Marciel, Chambly
 Canton, Insolvable ;

et
 François Xavier Gagnon, comptable de Montréal,
 Requéant.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
 Sub-gardiens provisoires.

55, Saint-François Xavier, Montréal.
 Montréal, 19 septembre 1912. 3845

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Samuel Callard, Montréal,
 Insolvable.

Avis est donné que, le 18 septembre 1912, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
 P. H. DUFRESNE,
 Curateurs.

Bâtisse de la Banque Nationale,
 99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 21 septembre 1912. 3843

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No 3282.

Dans l'affaire de Dame Marie J. A. Chagnon, (H. G. Clément & Cie.) Picardie, P. Q., Faillie.

Avis est donné que le 4 septembre 1912, la dite faillie a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure, du district d'Ottawa, tel que pourvu par la loi.

CHS. E. MARTIN,
 Gardien provisoire,
 par VINET & DUFRESNE.

99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 21 septembre 1912. 3841

Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 13ème jour de septembre 1912, dans une cause dans laquelle Dame Albina Desmarchais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Lactance Giroux, artiste photographe, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs ; et Dame Rosine Desmarchais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Provost, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et le dit Joseph Provost, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Marie Louise Desmarchais, John Francis Lawlor, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à sa fille mineure, Elizabeth Lawlor, du même lieu, et Marie Louise Lawlor, Edward Lawlor, tous deux des cité et district de Montréal, et John Cornelius Lawlor, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de la cité de Vancouver, Colombie Anglaise, Henry James Higginbottom, des cité et district de Montréal, et Dame Marie Rosanna Quesnel, de la ville de Summerlea, district de Montréal, veuve de feu Ferdinand Desmar-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of Alfred E. Marciel, Chambly Can-
 ton, Insolvent ;

and
 François Xavier Gagnon, accountant, of Montreal,
 Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
 Sub-provisional guardians.

55, Saint François Xavier, Montreal.
 Montreal, 19th September, 1912. 3846

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Samuel Callard, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th September, 1912, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month from this date.

F. R. VINET,
 P. H. DUFRESNE,
 Curators.

La Banque Nationale Building,
 99, Saint James street.
 Montreal, 21st September, 1912. 3844

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No 3282.

In the matter of Dame Marie J. A. Chagnon, (H. G. Clément & Co.,) Picardie, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 4th September, 1912, the said insolvent has filed her statement in the prothonotary's office, of the district of Ottawa, as provided by law.

CHS. E. MARTIN,
 Provisional guardian.

99, Saint James street.
 Montreal, 21st September, 1912. 3842

Licitation

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 13th day of September, 1912, in a case in which Dame Albina Desmarchais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Lactance Giroux, artist photographe, of the same place, both personally and to authorize his said wife for the purpose hereof, are Plaintiffs ; and Dame Rosina Desmarchais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Provost, of the same place, and the said Joseph Provost, both personally and to authorize his said wife for the purpose hereof and in his quality of curator to the substitution mentioned in the will of the late Marie Louise Desmarchais, John Francis Lawlor, of the city and district of Montreal, both personally and his capacity of tutor to Elizabeth Lawlor, Edward Lawlor, of the city and district of Montreal, John Cornelius Lawlor, of the city of Vancouver, British Columbia, Henry James Higginbottom, of the city and district of Montreal, and Dame Marie Rosanna Quesnel, of the town of Summerlea, district of Montreal, widow of the late Ferdinand Desmarchais, in his lifetime of the same place, both personally and her capacity of tutrix to Leopold Desmarchais, her minor son, of the same place, are Defendants, ordering the

chais, en son vivant aussi du même lieu, tant personnellement qu'en qualité de tutrice à son enfant mineur, Léopold Dumarchais, aussi du même lieu, sont Défendeurs ; ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un emplacement situé au quartier Mont Royal de la cité de Montréal, se composant : d'une superficie de deux mille quatre cents pieds à prendre sur la partie sud-ouest de la subdivision numéro cinq, du lot portant le numéro vingt-cinq, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges (25-5), d'une superficie de deux mille cent pi- ds à prendre sur la partie sud-ouest de la subdivision numéro quatre du dit lot numéro vingt-cinq (25-4), et d'une superficie de quinze cent trente pieds à prendre sur la partie sud-ouest de la subdivision numéro trois, du dit lot numéro vingt-cinq (25-3) ; le tout étant borné en front par l'avenue Swail, au côté sud-ouest par les lots officiels numéros quinze et quatorze (15 et 14), au côté sud-ouest par la subdivision numéro deux du dit lot numéro vingt-cinq (25-2), et au côté nord-est par le résidu des dites subdivisions numéros trois, quatre et cinq (25-3-4 et 5), le tout contenant quarante-six pieds de front sur l'avenue Swail, par une profondeur irrégulière.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en- chère et adjugé au plus offrant et dernier enchéris- seur, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTO- BRE 1912, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du pa- lais de justice de Montréal, chambre No 31 ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'an- nuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protono- taire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudica- tion ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adju- dication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le pré- sent, elles seront forclosés du droit de la faire.

MONTY & DURANLEAU,
Avocat des demandeurs.

Montréal, 14 septembre 1912. 3801
[Première publication, 21 septembre 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mention- nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Arthabaska, à savoir : } **D**AME MEDERISE
No 35. } **D**UFAULT ET VIR,
Demanderesse ; contre STANISLAS MARCOUX,
Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église Saint-Jean de Wick- ham, à une heure P. M., le 13 du présent mois de septembre, aura lieu au même endroit, le HUI- TIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à la MEME HEURE.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 septembre 1912. 3813
[Première publication, 21 septembre 1912.]

licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A lot of land situated in Mount-Royal ward, in the city of Montreal, comprising : 1. An area of two thousand four hundred feet of the south west part of the subdivision number five, of the lot number twenty five of the official plan and book of refer- ence of the incorporated village of Côte des Neiges (25-5). 2. An area of two thousand one hundred feet of the south west part of the subdivision number four, of the said lot number twenty five (25-4). 3. An area of fifteen hundred and thirty feet of south west part of the subdivision number three of said lot number twenty five (25-3), the whole bounded in front by Swail avenue, on the south west side by the official lots number fifteen and fourteen (15 and 14), on the south east side by the subdivision num- ber two of said lot number twenty-five (25-2), and on the north east side by the residu of said subdivi- sions numbers three, four and five of said lot number twenty five (25-3-4 and 5), the whole con- taining forty six feet in front on said Swail avenue by an irregular depth.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SECOND day of OCTO- BER next, 1912, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon, sitting the court, in room No. 31, of the court house of the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the protho- notary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for the plaintiffs.

Montreal, 14th September, 1912. 3802
[First published, 21st September, 1912.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un- dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Arthabaska, to wit : } **D**AME MEDERISE
No. 35. } **D**UFAULT ET VIR,
Plaintiff ; against STANISLAS MARCOUX, De-
fendant.

Notice is hereby given that the sale of the im- moveable seized in the present cause, which was to take place at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, at one o'clock P. M., on the 13th day of the present month of September, shall be made at the same place, on the EIGHTH day of OCTOBER next, 1912, at the SAME HOUR.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th September, 1912. 3814
[First published, 21st September, 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **E**DOUARD GROLEAU,
No 781. } Demandeur ; vs FELIX
SIMONEAU, Défendeur.

La demie sud-est du lot numéro un ($\frac{1}{2}$ S.-E. No 1), du cadastre du quatrième rang du canton de Linière, section B—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 septembre 1912.
[Première publication, 21 septembre 1912]. 3769

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **M**ARIE BOILY ET VIR, De-
manderesse ; vs E LOI
POMERLEAU, Défendeur.

Le lot numéro cinquante-deux (52), du deuxième rang, section A, du canton de Linière, suivant le cadastre officiel pour le dit canton—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le PREMIER OCTOBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 28 août 1912. 3521.2
[Première publication, 31 août 1912.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Kamouraska, } **D**ANIEL D'AIGLE,
No. 9014. } Demandeur ; contre
ALPHONSE GUAY, Défendeur.

Tous les droits, travaux et prétentions qu'a et peut avoir le défendeur sur un emplacement faisant partie nord-est du lot (No 21) numéro vingt et un, septième rang, canton Demers, d'environ cinquante pieds de front sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord-est à Pierre Malenfant, au sud-ouest au chemin public, au nord et au sud à Etienne Tremblay—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1912, à UNE heure de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 18 septembre 1912. 3829
[Première publication, 21 septembre 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **E**DOUARD GROLEAU,
No. 781. } Plaintiff ; vs FELIX SIMO-
NEAU, Defendant.

The south east half of lot number one (S. E. $\frac{1}{2}$ No. 1), of the cadastre of the fourth range of the township of Linière, section B—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th September, 1912.
[First published, 21st September, 1912. 3770

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **M**ARIE BOILY ET VIR, Plain-
tiff ; vs ELOI POMER-
LEAU, Defendant.

Lot number fifty two (52), of the second range, section A, of the township of Linière, according to the official cadastre for the said township—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Côme, on the FIRST of OCTOBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 28th August, 1912. 3522
[First published, 31st August, 1912.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Kamouraska, } **D**ANIEL D'AIGLE,
No. 9014. } Plaintiff ; against
ALPHONSE GUAY, Defendant.

All the rights, works and pretensions the defendant has and may have in an emplacement forming the north east part of the lot (No. 21) number twenty one, seventh range, township Demers, of about fifty feet in front by one hundred and twenty five in depth, englise measure ; bounded on the north east by Pierre Malenfant, on the south west by the public road, on the north and south by Etienne Tremblay—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1912, at ONE o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 18th September, 1912. 3830
[First published, 21st September, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Montmagny, à savoir : } DAME MARIE E.
No 227. } McCALLUM ET VIR,
de Québec, Demanderesse; contre A. R. ANGER
ESQL., de Québec, Défendeur.

1. Un terrain faisant partie du numéro sept, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valier, dans le comté de Bellechasse; borné au sud au chemin du Roi, au nord au fleuve Saint-Laurent, à l'est au numéro trois, du dit cadastre, à l'ouest par la terre de M. Geo. Roy.

2. Un lot de terre contenant une perche et cent soixante-deux pieds en superficie, connu sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Valier, sous le numéro neuf.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujettes aux droits de Thomas Lemieux et autres, quant au droit de passage tel que décrit dans un acte passé à Québec, le 6 mars 1912, entre le dit Thomas Lemieux et S. A. Larue, N. P., devant Jules Vézina, N. P., et dûment enregistré;

Sujettes aux droits du propriétaire du lot No 3, ses heirs et ayant-cause, de se servir du chemin privé conduisant du chemin du roi au dit lot No 3, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valier, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à DIX heures du matin.

GEO. ROY.

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 27 août 1912. 3489
[Première publication, 31 août 1912].

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Quebec.

Montmagny, to wit : } DAME MARIE E.
No. 327. } McCALLUM ET VIR,
of Quebec, Plaintiff; against A. R. ANGER ESQ.,
of Quebec, Defendant.

1. A lot of land forming part of the number seven, of the official cadastre of the parish of Saint Valier, in the county of Bellechasse; bounded on the south by the King's highway, on the north by the river Saint Lawrence, on the east by the number three, of the said cadastre, on the west by the land of Mr. Geo. Roy.

2. A lot of land containing one perch and one hundred and sixty two feet in superficies, known on the plan and in the book of reference of the official cadastre of the said parish of Saint Valier, under the number nine.

The whole with the buildings thereon erected in circumstances and dependencies.

Subject to the rights of Thomas Lemieux and other as to the right of way such as described in a deed passed at Quebec, on the 6th March, 1912, between the said Thomas Lemieux and S. A. Larue, N. P., before Jules Vézina, N. P., and duly registered;

Subject to the rights of the proprietor of lot No. 3, his heirs and assigns to make use of the private road leading from the king's highway to the said lot No. 3, as the whole presently exists.

To be sold at the church door of the parish of Saint Valier, on the SECOND day of OCTOBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Shérif.
Montmagny, 27th August, 1912. 3490
[First published, 31st August, 1912].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES
No 2591. } L'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, dans le comté d'Hoche-
laga, district de Montréal, Demandeurs; contre les
terres et tenements de P. G. ST. PIERRE, des
cité et district de Montréal, Défendeur.

Deux emplacements ou lots vacants situés dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal; bornés en front par l'avenue du bois de Boulogne, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent cinquante et deux cent cinquante et un, de la subdivision officielle du lot, numéro trois cent un (301-250 et 251), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 18 septembre 1912. 3611
Première publication, 7 septembre 1912, est nulle.
[Première publication, 21 septembre 1912]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COMMIS-
No. 2591. } SIONERS OF THE
SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINT JOSEPH DE BORDEAUX, in the county of Hoche-
laga, district of Montreal, Plaintiffs; against the lands
and tenements of P. G. ST. PIERRE, of the city
and district of Montreal, Defendant.

Two emplacements or vacant lots situate in Bordeaux ward, of the city of Montreal; bounded in front by the avenue Bois de Boulogne, known and designated as being lots numbers two hundred and fifty and two hundred and fifty one, of the official subdivision of lot number three hundred and one (301-250 and 251), on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy shérif.
Montreal, 18th September, 1912. 3612
First publication, 7th September, 1912, is null.
[First published, 21st September, 1912].

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **JOSEPH BROUILLARD,**
No 3036 B. } Demandeur ; contre
OMER JOYAL, Défendeur.

Comme appartenant au dit demandeur :

La faculté de réméré et l'usufruit qu'il s'est réservés dans un acte de vente qu'il a consenti à Joseph Denis Pepin, notaire, de la paroisse de Saint-David, devant L. D. T. Vanasse, notaire, à Saint-Guillaume d'Upton, le 2 mars 1912, et cela aux charges et conditions ci-après mentionnées du terrain ou emplacement suivant, savoir :

Un terrain ou emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-David, dans le rang "Vue du Manoir", de cent quatre pieds de largeur sur trois perches et six pieds de profondeur, étant la partie ouest du lot numéro cinq cent vingt-huit (pt ouest du lot No 528), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David ; tenant d'un côté à une rue, de l'autre côté à Norbert Blanchard, du côté sud à Victor Beaudreau, de l'autre côté à Joseph Chamberland—avec les bâtisses dessus érigées, et tel que le tout est actuellement entouré.

A la charge par l'adjudicataire de la dite faculté de réméré et du dit usufruit du terrain ou emplacement ci-dessus désigné de rembourser au dit Joseph Denis Pepin, ci-dessus mentionné, la somme de \$612 00 comme suit, savoir : \$100 00 le 2 mars 1913 \$100 00 les quatre années suivantes, et \$112 00 la sixième année à parolle date, avec intérêt au taux de six par cent par an à compter du 2 mars 1912, payable annuellement avec chaque paiement et de lui rembourser aussi tous les déboursés qu'il aura faits pour et à cause du dit terrain ci-dessus désigné, avec le même intérêt à compter de leur date et aussi de payer toutes les charges et redevances seigneuriales, municipales scolaires et autres.

Le défaut par l'adjudicataire d'accomplir toutes et chacune les charges et conditions ci-dessus mentionnées entraînera la déchéance et la forclusion du droit d'exercer la dite faculté de réméré.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le **DEUXIEME** jour du mois d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 28 août 1912. 3519.2
[Première publication, 31 août 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **JOSEPH BROUILLARD,**
No. 3036B } Plaintiff ; against **OMER**
JOYAL. Defendant.

As belonging to the said plaintiff :

The right of redemption and usufruct he has reserved in a deed of sale made to Joseph Denis Pepin, notary, of the parish of Saint David, before L. D. T. Vanasse, notary, at Saint Guillaume d'Upton, on the 2nd March, 1912, and such on the charges and conditions hereinafter mentioned of the following lot or emplacement, to wit :

A lot or emplacement situate in the village of the parish of Saint David, in the range "Vue du Manoir", of one hundred and four feet in width by three perches and six feet in depth, being the west part of lot number five hundred and twenty eight (west pt. of lot No. 528) of the official cadastre of the said parish of Saint David ; bounded on one side by a street, on the other side by Norbert Blanchard, on the south side by Victor Beaudreau, on the other side by Joseph Chamberland—with the buildings thereon erected, and as the whole is presently surrounded.

Subject to the purchaser of the said right of redemption and the said usufruct of the lot or emplacement hereabove designated to repay the said Joseph Denis Pepin, hereabove mentioned, the sum of \$612.00 as follows, to wit : \$100 00 of the 2nd March, 1913, \$100.00 the four following years, and \$112 00 the sixth year on the same date, with interest at the rate of six per centum from the 2nd March, 1912, payable annually with each payment, and to repay him also all the expenses he may have made for and on account of the said lot hereabove designated, with the same interest from their date, and also to pay all the charges and seigniorial dues, municipal school and other.

The default of the purchaser fulfilling all and any of the charges and conditions hereinafter mentioned shall entail the forfeiture and foreclosure of the right of exercising the said right of redemption.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the **SECOND** day of the month of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
Sorel, 28th August, 1912. 3520
[First published, 31st August, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **CAMILLE PRE-**
No 20. } **VOST,** Demandeur ;
contre J. A. PRECOURT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1. Un morceau de terre formant partie du tol No 21, du huitième rang du canton d'Orford, dans le district de Saint-François, d'après l'arpentage primitif du dit canton, ayant

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **CAMILLE PREVOST,**
No. 20. } Plaintiff ; against J.
A. PRECOURT, Defendant.

As belonging to the said Defendant :

1. A piece of land forming part of lot No 21, of the eighth range of the township of Orford in the district of Saint Francis, in accordance with the primitive survey of the said town-

cinquante pieds en largeur à être mesuré sur l'avenue du Parc, et cent pieds plus ou moins en profondeur; borné en front au sud-ouest par l'avenue du Parc, et sur les autres côtés par des parties du dit lot No 21, appartenant à C. H. Nutter et C. H. Fletcher, le dit morceau étant situé sur le côté opposé de la propriété de J. A. Boudreault, dont il est séparé par la dite avenue du Parc, et est en outre indiqué comme étant le No 8, d'un plan préparé par T. Tremblay, arpenteur géomètre, daté du 28 septembre 1907, copie duquel plan est déposé à mon bureau, pour être annexé au contrat de vente de la dite propriété.

2. Un certain morceau de terre, de forme irrégulière, situé dans le dit canton d'Orford, formant partie du dit lot numéro 21, dans le dit huitième rang, de la contenance d'à peu près six acres de terre; borné au nord-ouest par le chemin de fer Pacifique Canadien et par le côté ouest de l'avenue du Lac, indiqué sur le dit plan de Tremblay, par les lettres A, B, au nord-est par la ligne sud-ouest d'un morceau de terre appartenant à C. H. Nutter, et C. H. Fletcher, indiqué sur le dit plan par la ligne C. B. et par le côté sud de l'avenue du Parc, tel qu'indiquée sur le dit plan de Tremblay, par la ligne A, F, au sud-est par le terrain de J. A. Boudreault, tel qu'il apparaît par la ligne E, F, sur le dit plan de Tremblay, au sud par le Petit Lac Magog, par le terrain en troisième lieu décrit et par partie du terrain des dits C. H. Nutter, et C. H. Fletcher, laquelle partie touche à la ligne sud d'un chemin proposé, de trente pieds de largeur, à partir de l'avenue du Lac, se dirigeant vers le sud-ouest en ligne droite parallèle au lac, à une distance d'à peu près quarante pieds du rivage du Petit Lac Magog, et au sud-ouest par le rivage du Petit Lac Magog jusqu'au chemin de fer du Pacifique Canadien au point indiqué sur le dit plan par la lettre D,— avec les bâtisses dessus érigées.

3. Un morceau de terre situé dans le dit canton d'Orford, formant partie du lot No 21, dans le huitième rang, de forme irrégulière, contenant environ 3,600 pieds carrés; borné au nord et au sud-est par partie du morceau de terre en deuxième lieu ci-dessus décrit, au sud par le Petit Lac Magog, et à l'ouest par partie du lot appartenant aux dits C. H. Nutter et C. H. Fletcher, le dit morceau de terre présentement décrit est indiqué par les lettres H. I. K. and J. sur le plan fait par J. O. Mignault, le 10 août 1912, dont copie est déposée à mon bureau pour être annexée au contrat de vente, excepté la petite bâtisse dessus érigée, appartenant à L. E. Panneton qui est réservée de la vente.

La dite vente est faite, sujette à un droit de passage en faveur des dits C. H. Nutter et C. H. Fletcher, et leurs représentants, dans un chemin appelé "Lake Avenue" qui part de "l'avenue du Parc" et qui conduit au lac, ainsi que dans le chemin proposé de 30 pieds de largeur, à partir de l'avenue du lac (Lake Avenue), se dirigeant vers le sud-ouest parallèlement au rivage du dit lac, à une distance d'à peu près 40 pieds du rivage du dit lac.

Les droits de mine et les minéraux dans et sur les dits morceaux de terre ci-dessus décrits sont réservés aux dits Fletcher et Nutter, avec droits d'entrer sur ces dits morceaux de terre pour y faire des recherches, exploiter et enlever les dits minéraux.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch-Orford, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 24 août 1912. 3487
[Première publication, 31 août 1912].

ship, of fifty feet in width, to be measured on Park Avenue, and one hundred feet more or less in depth; bounded in front on the south west by Park Avenue, and on the other sides by parts of the said lot No. 21, belonging to C. H. Nutter and C. H. Fletcher, the said piece of land being situate on the opposite side of the property of J. A. Boudreault, from which it is separated by the said Park Avenue, and is moreover indicated as being the No. 8, of a plan prepared by T. Tremblay, land surveyor, dated the 28th September, 1907, copy of which plan is deposited in my office, to be annexed to the deed of sale of the said property.

2.A certain piece of land of irregular outline, situate in the said township of Orford, forming part of the said lot number 21, in the said eighth range, containing about six acres of land; bounded on the north west by the Canadian Pacific Railway line, and by the west side of Lake Avenue, indicated on the said Tremblay plan, by the letters A. B., on the north east by the south west line of a piece of land belonging to C. H. Nutter and C. H. Fletcher, indicated on the said plan by the line C. B. and by the south side of Park Avenue, as indicated on the said Tremblay plan, by the land A. F., on the south east by the land of J. A. Boudreault, as appears by the line E. F. on the said Tremblay plan, on the south by Little Lake Magog, by the land thirdly described and by part on the land of the said C. H. Nutter and C. H. Fletcher, which part touches the south line of a proposed road of thirty feet in width from Lake Avenue running towards the south west in a straight parallel line with the lake, at a distance of about forty feet from the shore of Little Lake Magog, and on the south west by the shore of Little Lake Magog as far as the Canadian Pacific Railway line to the point indicated on the said plan by the letter D—with the buildings thereon erected.

3. A piece of land situate in the said township of Orford, forming part of lot No. 21, in the eighth range, of irregular outline, containing about 3,600 square feet; bounded on the north and south east by part of the piece of land hereabove secondly described, on the south by Little Lake Magog, and on the west by part on the lot belonging to the said C. H. Nutter and C. H. Fletcher, the said piece of land presently described is indicated by the letters H. I. K. and J. on the plan made by J. O. Mignault, on the 10th August, 1912, copy of which is deposited in my office to be annexed to the deed of sale, except the small building thereon erected, belonging to L. E. Panneton which is reserved from the sale.

The said sale is made subject to a right of way in favor of the said C. H. Nutter and C. H. Fletcher and their representatives in a road called "Lake Avenue" which starts at "Park Avenue", and leads to the lake, and also in the proposed road of 30 feet in width from Lake Avenue running towards the south west parallelly with the shore of the said lake at a distance of about 40 feet from the shore of the said lake.

The mining rights and the minerals in and on the said pieces of land hereabove described are reserved to the said Fletcher and Nutter with entrance rights on the said pieces of land to make researches thereon, exploit and remove the said minerals.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch Orford, on the SECOND day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 24th August, 1912. 3488
[First published, 31st August, 1912].

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } DAME MELINA
No. 27. } ST. JEAN ET VIR.
Demandeurs : contre JOSEPH BOUSQUET, Défendeur.

Un terrain situé en la ville d'Actonvale, avenue Jeanne d'Arc, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village d'Actonvale, aujourd'hui la ville d'Actonvale, sous le numéro deux cent soixante dix (270)—avec bâtisses servant d'hôtel et toutes autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 17 septembre 1912. 3839
[Première publication, 21 septembre 1912.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : } DAME MELINA
No. 27. } ST. JEAN ET VIR.
Plaintiffs ; against JOSEPH BOUSQUET, Defendant.

An emplacement situate in the city of Actonvale, Jeanne d'Arc avenue, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Actonvale, now the city of Actonvale, under number two hundred and seventy (270)—with buildings used as hotel and all other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the city of Actonvale, TUESDAY, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 17th September, 1912. 3840
[First published, 21st September, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } PIERRE MARCHAND, GEORGE
No 384. } GEORGE DESSUREAU
DESSUREAU ET ARTHUR DESSUREAU, en leur qualité de légataires universels fiduciaires de feu Dame Amanda Marchand, veuve de Gilles Moreau, Demandeurs ; vs FRANCOIS-XAVIER PRONOVOST ET NAPOLEON PRONOVOST, Défendants.

Comme appartenant au dit Défendeur, François-Xavier Pronovost, savoir :

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Théophile, dans le rang Saint-Mathieu, côté nord-est, portant primitivement le numéro dix-neuf (19), et faisant partie du numéro vingt-sept (27), du cadastre du canton Radnor ; borné en front par le lac, en arrière au trait carré, d'un côté au terrain de Onésime Vézina, et à l'autre côté aux terres de la grande ligne.

2° Une terre située dans la paroisse de Saint-Théophile dans le rang Saint-Jean-Baptiste sud, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, connue sous le numéro mille dix (1010), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 août 1912. 3517.2
[Première publication, 31 août 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } PIERRE MARCHAND,
No. 384. } GEORGE DESSUREAU
DESSUREAU AND ARTHUR DESSUREAU, in their capacity of fiduciary universal legatees of the late Dame Amanda Marchand, widow of Gilles Moreau, Plaintiffs ; vs FRANCOIS XAVIER PRONOVOST AND NAPOLEON PRONOVOST, Defendants.

As belonging to the defendant, François Xavier Pronovost, to wit :

1. A land situate in the parish of Saint Théophile, in the Saint Mathieu range, north east side, bearing primitively the number nineteen (19), and forming part of number twenty seven (27), of the cadastre of the township Radnor ; bounded in front by the lake, in the rear by the division line, on one side by the land of Onésime Vézina, and on the other side by the lands of the Grand Ligne.

2. A land situate in the parish of Saint Théophile, in the south Saint Jean-Baptiste range, containing three arpents in front by twenty arpents in depth, known under number one thousand and ten (1010), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile du Lac, on the SECOND day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 28th August, 1912. 3517
[First published, 31st August, 1912.]

Avis Divers

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Winchester House, rue Old Broad, Londres, E. C., mercredi, le 16e jour d'octobre 1912, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 30 juin 1912 et pour l'élection des directeurs, et pour considérer et si il est jugé à propos d'autoriser la composition d'une déclaration du consentement en vertu des dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, 2 George V, chapitre 82.

Les livres de transfert seront clos à 3 heures p. m., le 30 septembre 1912, et seront ouverts de nouveau le 17 octobre 1912.

Par ordre,

EDWARD DENT, Président.
CHAS. D. BRASSEY, Secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C.
19 septembre 1912.

3847

Miscellaneous Notices

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held at Winchester House, Old Broad street, London, E. C., on Wednesday, the 16th day of October, 1912, at 12 o'clock noon, to receipt the report of the directors and statement of accounts for the year ending 30th June, 1912, and to elect directors, and to consider and if thought fit authorise the making of a declaration of compliance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, 2 George V, chapter 82.

The transfer books will be closed at 3 p. m., on 30th September, 1912, and will re-open at 10 a. m., on 17th October, 1912.

By order,

EDWARD DENT, President.
CHAS. D. BRASSEY, Secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C.
19th September, 1912.

3848

Index de la Gazette Officielle de Québec No 38.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

| | |
|-------------------------------|------|
| Dme Bertrand vs Masseau..... | 1899 |
| " Binette vs Dion..... | 1898 |
| " Clément vs Laplante..... | 1898 |
| " Corbeil vs Legault..... | 1899 |
| " Cournoyer vs Parenteau..... | 1899 |

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1876.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALE SPECIALE :—Cie des Tramways de Trois-Rivières, 1899 ; Cie chemin de fer Québec Central, 1910.

AVIS :—Harlow Cemetery Coy, 1897.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1895 ; Conseil législatif, 1893

ELECTION, état des dépenses :—M. Nap. Séguin, 1897 ; M. J. A. Beaulieu, 1897.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

| | |
|----------------------|------|
| Arsenault & Cie..... | 1902 |
| Cadioux..... | 1901 |
| Caisse..... | 1901 |
| Callard..... | 1903 |
| Chagnon (Dme)..... | 1903 |
| Côté..... | 1902 |
| Edgar & Co..... | 1900 |
| Emond..... | 1902 |
| Gélinas & Cie..... | 1902 |

LETTERS PATENTES :—

| | |
|--|------|
| Cie d'immeubles du Plateau Camirand..... | 1884 |
| Commercial Realty Coy..... | 1877 |
| Côte Saint Luc Realty Ltd..... | 1880 |

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

| | |
|------------------------------|------|
| Dme Quirion vs Dallaire..... | 1898 |
| " Roberge vs Hébert..... | 1898 |
| " Robert vs Favreau..... | 1851 |
| " Yared vs Yared..... | 1898 |

ADVERTISEES :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1876.

SPECIAL GENERAL MEETING :—Cie des Tramways de Trois-Rivières, 1899 ; Quebec Central Railway Co., 1912.

NOTICE :—Marlow Cemetery Coy, 1897.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1895 ; Legislative Council, 1893.

ELECTION, statement of costs :—Mr. Nap. Séguin, 1897 ; Mr. J. A. Beaulieu, 1897.

FAILLIS —INSOLVENTS

| | |
|---------------------------------------|------|
| LeJoux..... | 1901 |
| Marcil..... | 1903 |
| Michaud..... | 1902 |
| Pegnem (succession-estate)..... | 1900 |
| Roy..... | 1900 |
| Saiphy & Gazelle..... | 1901 |
| The Independent Shoe Coy. Incorp..... | 1877 |
| Vermeersch..... | 1902 |

LETTERS PATENTS :—

| | |
|---|------|
| La Cie Le Parc Saint-Charles, ltée..... | 1886 |
| La Cie Louis Girard, ltée..... | 1882 |
| Le Club des Voyageurs de Québec..... | 1877 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| Eastern Canada Realty Coy. Ltd..... | 1878 | Parc Saint-Jacques..... | 1889 |
| Gaudreau & Gagnon..... | 1891 | The Independant Shoe Coy, incorp..... | 1877 |
| La Cie d'Aqueduc de Saint-Grégoire. ltée.,.. | 1886 | The Fireproof Crushed Stone Coy incorp... | 1887 |
| La Cie de Granite de Mégantic, ltée..... | 1879 | The Mount Royal Garage Coy, ltd..... | 1891 |
| La Cie Industrielle de Saint-Sylvère, ltée .. | 1884 | Thetford Land Coy..... | 1843 |
| La Cie Industrielle d'Hébertville.....,..... | 1834 | | |

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Par Chs. Art. Gauvreau, 1893 ; Par Jos. Alb.
Poupart, 1893 ; Par Frs. E. McKenna, 1893.

NOMINATIONS : —

Commissaires d'écoles : — H. Cloutier, 1874 ; L.
C. Demers, 1874 ; Rév. P. Morin, 1875 ; Jos.
B. Archambault, 1874 ; A. Joseph, 1874 ; L.
Lepage, 1874.

Conseiller en Loi du Roi :—M. E. Edwin Howard,
1875.

Estimateurs :—Mun. village Saint-Benoit, 1875.

Inspecteurs d'écoles : — MM. Chs Plamondon,
1873 ; Ls Albin Thériault, 1873,

Juges de Paix :—Montréal, 1873 ; Ottawa, 1873.

PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres pour
la dépêche des affaires, 1879 ; Cour Supé-
rieure, district de Roberval, 1876.

RÉSOLUTIONS : — Municipalité de la ville de Drum-
mondville, 1898.

VENTE PAR LICITATION : — Desmarchais (Dme) et
vir vs Dme Desmarchais et al, 1903.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTABASKA : —Dufault (Dme) et vir vs Marcoux,
1904.

BEAUCÉ : —Boily (Dme) et vir vs Pomerleau, 1905 ;
Groleau vs Simoneau, 1905.

KAMOURASKA : — Daigle vs Guay, 1904.

MONTMAGNY :—McCallum (Dme) et vir vs Anger
es-qté, 1906.

MONTRÉAL : — Les Commissaires d'écoles vs St-
Pierre, 1906.

RICHELIEU :—Brouillard vs Joyal, 1907.

SAINT-FRANÇOIS :—Prévost vs Precourt, 1907.

SAINT-HYACINTHE : — St. Jean (Dme) vs Bousquet,
1909.

TROIS RIVIÈRES :—Marchand vs Dessureau et al,
1909.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : —
By Chs. Art. Gauvreau, 1893 ; By Jos. Alb.
Poupart, 1893 ; By Frs. E. McKenna, 1893.

APPOINTMENTS :—

School Commissioners : — H. Cloutier, 1874 ; L.
C. Demers, 1874 ; Rev. P. Morin, 1874 ; Jos.
B. Archambault, 1874 ; A. Joseph, 1874 ;
L. Lepage, 1874.

Kings Counsel :—M. E. Edwin Howard, 1875.

Valuators :—Mun. village Saint Benoit, 1875.

School Inspectors : — Messrs. Chs Plamondon,
1873 ; Ls Albin Thériault, 1873.

Jurices of the Peace :— Montreal, 1873 ; Ottawa,
1873.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for des-
patch of business, 1875 ; Superior Court, dis-
trict of Roberval, 1876.

RÉSOLUTIONS : —Municipality of the town of Drum-
mondville, 1899.

SALE BY LICITATION : —Desmarchais (Dme) et vir
vs Dme Desmarchais et al, 1903.

SHERIFFS' SALES :

ARTABASKA : —Dufault (Dme) et vir vs Marcoux,
1904.

BEAUCÉ : —Boily (Dme) et vir vs Pomerleau, 1905 ;
Groleau vs Simoneau, 1905.

KAMOURASKA : — Daigle vs Guay, 1905.

MONTMAGNY :—McCallum (Dme) et vir vs Anger es-
ql, 1906.

MONTRÉAL : — The school commissioners vs St.
Pierre, 1906.

RICHELIEU :—Brouillard vs Joyal, 1907.

SAINT FRANCIS :—Prévost vs Precourt, 1907.

SAINT HYACINTH :—St. Jean (Dme) vs Bousquet,
1909.

THREE RIVERS :—Marchand vs Dessureau et al,
1909.

~~301 Southside 1 Oct 09~~

OK
SEP 28 1912